



7^{ème} Conférence internationale
sur l'enseignement supérieur
et la recherche

VANCOUVER
10-12 septembre 2010

GUIDE POUR LA CONFÉRENCE



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación

Table des matières

Avant-propos	4
Projet de programme.....	5
Premier jour: vendredi 10 septembre 2010	5
Deuxième Jour: samedi 11 septembre 2010	7
Troisième Jour: dimanche, le 12 septembre 2010.....	8
Lectures complémentaires.....	10
Session plénière 1: Une vue d'ici: L'état de la profession en 2010.....	10
Session plénière 2: Bilan des activités de l'IE depuis la 6ème Conférence internationale sur l'Enseignement Supérieur et la Recherche : mise à jour et critiques	11
Session plénière 3: Régionalisation et mondialisation de l'enseignement supérieur et la recherche: Développement d'une réponse syndicale efficace.....	12
Session plénière 4: Coopération au développement: Renforcement des syndicats de l'enseignement supérieur et la recherche	13
Session plénière 5: Equité dans l'enseignement supérieur: Construction d'institutions et de syndicats plus attractifs	14
Session plénière 6: Classements et résultats de l'apprentissage: Politiques de qualité et de responsabilité.....	15
Session plénière 8: Rapport de la conférence et préparation pour le Congrès mondial de l'IE, 2011	16
Groupes de travail.....	17
Groupe de travail n°1 : Défense des libertés académiques et de la gouvernance collégiale.....	17
Groupe de travail n°2 : Promotion des droits et conditions d'emploi du personnel à contrat déterminé	18
Groupe de travail n°3 : Campagnes contre la commercialisation et la privatisation	19
Groupe de travail n°4 : Réactions à la crise économique	20
Groupe de travail n°5 : Promotion de l'équité et de l'inclusion	21
Groupe de travail n°6 : Répondre à la régionalisation et à la mondialisation de l'enseignement supérieur et de la recherche	22
Groupe de travail n°7: La responsabilisation à l'ordre du jour	23
Annexe I: Activités de l'IE 2008-2010 pour l'Enseignement supérieur	24
Annexe II: Projet d'additif au paquet 2004 de la Task Force de l'IE	34

Annexe III: Declaración de la 1º Reunión Latinoamericana de Organizaciones Sindicales de la Educación Superior, 9-10 de septiembre de 2009, Buenos Aires.....	48
Informations pratiques	51
Lieu de la conférence.....	51
Hôtel.....	51
Visa.....	53
En cas d'urgence	53
Infos sur Vancouver	53
Liste de participant(e)s	55

Avant-propos

Cher(e)s collègues,

Je vous souhaite la bienvenue à la 7^{ème} Conférence internationale sur l'Enseignement supérieur et Recherche à Vancouver au Canada.

Cet événement triennal est une activité cruciale pour les organisations membres de l'Internationale de l'Éducation actives dans le secteur de l'enseignement supérieur et recherche, car il nous permet d'échanger des informations, vos réflexions et opinions sur les dernières questions qui affectent tous ceux de notre secteur aux niveaux mondial et régional.

Depuis notre dernière réunion en 2007 à Malaga, plusieurs des questions que nous avons discutées ont évolué et l'Internationale de l'Éducation s'efforce de vous tenir au courant de tous ces développements.

Certains thèmes, qui sont toujours d'actualité et pour lesquels nous sommes encore confrontés aux mêmes défis qu'il y a trois ans, comme la violation des libertés académiques, les menaces pesant sur la gouvernance collégiale ainsi que la menace continue posée par la privatisation et la commercialisation de nos établissements d'enseignement supérieur public continueront à être discutés lors de cette réunion

Il y a également des nouveaux thèmes qui nous posent des défis à tous. En travaillant ensemble, nous pourrions les aborder plus efficacement que chacun de notre côté, comme l'internationalisation de notre secteur et comment la coopération au développement entre les membres de l'IE peut renforcer le secteur au travers des diverses régions.

Par le passé, l'IE s'est toujours beaucoup consacrée aux problèmes du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche, et continuera à le faire le mieux possible au niveau international. Un exemple type est l'initiative de l'OCDE, AHELO. Après la réunion de Malaga, l'IE a eu l'occasion d'exprimer l'opinion du milieu universitaire aux sessions consultatives sur l'AHELO en 2009-2010. La question du classement et des résultats de l'apprentissage sera naturellement abordée au cours de nos discussions dans cette conférence.

Je suis heureuse également de vous rappeler le nouveau statut d'observateur de l'IE à l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, et que nous surveillons activement le développement des négociations d'ACTA tout en plaidant pour des règles justes et équilibrées des droits d'auteur. Je me réjouis de vous rencontrer à Vancouver et vous souhaite d'ores et déjà une réunion riche et productive.

Merci à notre organisation membre, l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université qui nous accueille, pour sa contribution à l'organisation et au contenu de cette conférence et tout particulièrement à David Robinson, Directeur général associé.



Monique Fouilhoux
Deputy General Secretary

Projet de programme

Premier jour: vendredi 10 septembre 2010

8:00 – 9:00 INSCRIPTIONS

9:00 – 9:30 Ouverture : Allocutions de bienvenue

Penni Stewart, Président, CAUT/ACPPU-Canada
Jim Sinclair, Président, British Columbia Federation of Labour
Fred van Leeuwen, Secrétaire Général, IE

09:30 – 11:00

Session plénière 1

L'état de la profession en 2010

Comme l'a conclu le Comité d'experts conjoint OIT/UNESCO pour l'application des recommandations concernant le personnel enseignant (CEART), le personnel de l'enseignement supérieur et de la recherche est confronté au plan mondial à une série de défis sans précédent. Des attaques contre **les libertés académiques** et contre **les droits du travail**, l'érosion des salaires et **des termes et conditions d'emploi**, la fragilisation de la **titularisation** et de la sécurité du travail incluant un nombre croissant de **contrats à durée déterminée**, la **privatisation** et la **commercialisation**, le discrédit des structures de **gouvernance collégiale** sont les principaux défis auxquels la profession doit faire face. Plusieurs de ces défis se sont intensifiés lors de la récession économique mondiale. Cette session interactive que nous proposons examinera l'état de la profession au niveau international et sera animée par quelques panélistes qui mettront l'accent sur ce que les syndicats de l'enseignement supérieur et la recherche font ou pourraient faire par le biais de la négociation collective, du lobbying et de campagnes publiques qui défendent la profession.

Président : **Fred van Leeuwen, IE**

Orateur: **Bill Ratteree, OIT**

Points de vue syndicaux:

Lily Eskelsen, NEA-USA

Ilze Trapenciere, LIZDA-Lettonie

Carlos Alberto de Feo, CONADU-Argentine

11:00 – 11:20

PAUSE

- 11:20 – 12:30** **Session plénière 2**
Bilan des activités de l'IE depuis la 6ème Conférence internationale sur l'Enseignement Supérieur et la Recherche
- Présidente : **Ingrid Stage, DM-Danemark**
- Présentatrice: **Monique Fouilhoux et Harold Tor, IE**
-
- 12:30 – 14:00** **DÉJEUNER**
Organisé par la "Federation of Post-Secondary Educators of British Columbia"
-
- 14:00 – 15:30** **Groupes de travail n°1**
- Défense des libertés académiques et de la gouvernance collégiale (facilitateur : **Max Roy, FQPPU-Québec**)
 - Promotion des droits et conditions d'emploi du personnel à contrat déterminé (facilitateur : **Jim Rice, NEA-USA**)
 - Campagnes contre la commercialisation et la privatisation (facilitatrice : **Jeannie Rea, NTEU-Australie**) tbc
 - Réponses à la crise économique (facilitateur : **Rob Copeland, UCU-Royaume-Uni**)
-
- 15:30 – 15:50** **PAUSE**
-
- 15:50 – 17:30** **Session plénière 3**
Régionalisation et mondialisation de l'enseignement supérieur et la recherche: Développement d'une réponse syndicale efficace
Le personnel de l'enseignement supérieur et recherche est de plus en plus affecté par les changements régionaux et internationaux. En Europe, le processus de Bologne a déclenché de nombreuses réformes alors que les pays essaient d'harmoniser les systèmes de l'enseignement supérieur. Internationalement, les accords tels que l'Accord général sur le commerce des services de l'OMC et l'accord commercial anti-contrefaçon (ACTA) menacent de verrouiller et d'intensifier les pressions de marchandisation. Entre-temps, le développement de campus délocalisés à l'étranger, des relations de franchising, de l'apprentissage à distance transfrontalier (e-learning) et de l'exploitation du « marché » international des étudiants conduisent à la commercialisation de l'enseignement supérieur. Plusieurs institutions et pays commercialisent de façon agressive l'enseignement supérieur, en Chine et en Inde en particulier. Quelles sont les implications de ces développements pour les syndicats de l'enseignement supérieur et la recherche? Dans notre secteur, comment pourrait-on élaborer des stratégies efficaces pour contrer les effets négatifs de la marchandisation tout en promouvant l'internationalisation?
- Président: **Manuel Dos Santos, FENPROF-Portugal**

Panélistes : **Dominique Lassarre, UNSA-France**
David Robinson, CAUT/ACPPU-Canada
Antonio Tinio, ACT-Philippines

SOIRÉE LIBRE

Deuxième Jour: samedi 11 septembre 2010

9:00 – 10:30

Session plénière 4

Coopération au développement: Renforcement des syndicats de l'enseignement supérieur et la recherche

Comment les affiliés de l'enseignement supérieur et la recherche peuvent-ils s'entraider à construire et renforcer les capacités syndicales? Quel rôle l'IE et ses affiliés peuvent-ils jouer pour renforcer les syndicats de l'enseignement supérieur et la recherche dans les pays en développement? Quels sont les moyens les plus efficaces que les affiliés peuvent élaborer pour améliorer le partenariat, l'aide et l'échange d'informations et des meilleures expériences? Comment peut-on mieux encourager les syndicats de l'enseignement supérieur et la recherche à s'affilier à l'IE, en particulier dans les pays du Sud?

Président : **Bernard Bérubé, FPPC/CSQ-Québec**

Panélistes : **Monique Fouilhoux, IE**
Pedro Gonzalez López, FECCOO-Espagne
Mohammed Derouiche, SNESup-Maroc

10:30 – 11:00

PAUSE

11:00 – 12:30

Session plénière 5

Équité dans l'enseignement supérieur: Construction d'institutions et de syndicats plus attractifs

Malgré quelques progrès ces dernières années, les institutions de l'enseignement supérieur, les systèmes et les syndicats restent, dans plusieurs parties du globe, peu attractifs. Comment peut-on rendre nos syndicats plus représentatifs? Quel rôle les syndicats de l'enseignement supérieur et la recherche peuvent-ils jouer dans la promotion de l'équité dans la profession et dans nos institutions à l'étranger? Existe-il encore des barrières pour l'équité et quelles sont-elles? Quelles sont les pratiques efficaces développées par le biais d'une négociation collective, des politiques syndicales internes et des campagnes que nos affiliés ont élaborées?

Président : **Alan Whitaker, UCU-Royaume-Uni**

Présentatrices : **Karin Amossa, Lärarförbundet-Suède**
Penni Stewart, CAUT/ACPPU-Canada

12:30 – 14:00

DÉJEUNER

Organisé par l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université

14:00 – 15:30

Session plénière 6

Classements et résultats de l'apprentissage: Politiques de qualité et de responsabilité

Du classement mondial et national des institutions à l'évaluation de l'impact de la recherche et des résultats d'apprentissage des étudiants, l'accent mis sur la qualité et la responsabilité dans l'enseignement supérieur est devenu un phénomène mondial. Quels sont les éléments forts responsables de cette tendance? Quel est l'impact des différentes évaluations de la qualité et des mécanismes de responsabilité sur le personnel? Comment devraient répondre les syndicats de l'enseignement supérieur et de la recherche pour garantir que nos institutions soient suffisamment transparentes et responsables en maintenant un respect de l'autonomie professionnelle et les libertés académiques?

Président : **Jean Trudelle, FNEEQ-CSN, Québec**

Panélistes : **Sandra Schroeder, AFT-USA**
Mike Jennings, IFUT-Irlande
Bert Vandenkendelaere, ESU-Belgique

15:30 – 15:50

PAUSE

15:50 – 17:30

Groupes de travail n°2

- Répondre à la régionalisation et à la mondialisation de l'enseignement supérieur et de la recherche (Facilitateur: **Jens Vraa Jensen, DM-Danemark**. Le projet de document supplémentaire soumis pour adoption sera présenté par **Carolyn Allport, NTEU-Australie**, pour un examen détaillé par ce groupe de travail)
- Promotion de l'équité et de l'inclusion (Facilitateur : **Theresa Montaña, NEA, USA**)
- La responsabilisation à l'ordre du jour (Facilitateur : **Craig Smith, AFT-USA**)

19:00

DÎNER OFFICIEL à
l'hôtel Hyatt Regency Vancouver

Troisième Jour: dimanche, le 12 septembre 2010

9:00 – 10:30

Session plénière 7

Rapports et recommandations des groupes de travail

Président : **Grahame McCulloch, NTEU-Australie**

10:30 – 10:50

PAUSE

10:50 – 12:20

Session plénière 8

Rapport de la conférence et préparation pour le Congrès mondial de l'IE, 2011

Co-présidents : ***Grahame McCulloch, NTEU-Australie***
Monique Fouilhoux, IE

Rapporteur: ***Paul Bennett, UCU-Royaume-Uni***

12:20 – 12:30

Clôture

Lectures complémentaires

Session plénière 1: Une vue d'ici: L'état de la profession en 2010

Date and time: 10 September 2010, 09:30-10:45

As the joint ILO/UNESCO Committee of Experts on the Recommendations Concerning the Status of Teachers (CEART) has concluded, higher education and research staff globally are confronting a series of unprecedented challenges. Attacks on **academic freedom** and **labour rights**, erosion in salaries and **terms and conditions of employment**, weakening of **tenure** and job security including a rising number of **fixed-term contracts**, **privatization** and **commercialization**, and the undermining of **collegial governance** structures are just some of the major pressures facing the profession. Many of these pressures have accelerated in the wake of the global economic recession. This interactive session will explore the state of the profession internationally with panellists being asked to focus on what higher education and research unions are doing and can do through collective bargaining, lobbying, and public campaigns to defend the profession.

Further reading:

- Robinson, David. *The Status of higher Education Teaching Personnel in Israel, the West Bank and Gaza*. Brussels: EI-CAUT, 2010.
- Cemmell, James. *Academic Freedom International Study*. Brussels: EI-UCU, 2009.
- Education International. *Report to the Expert Committee on the Application of the 1966 ILO-UNESCO Recommendation on the Status of Teachers and the 1997 UNESCO Recommendation concerning the Status of Higher Education Teaching Personnel*. Brussels: EI, 2009.
- UNESCO-ILO. *Joint ILO-UNESCO Committee of Experts on the Application of the Recommendations concerning Teaching Personnel, Report, Tenth session, Paris 28 September - 20 October 2009*. Paris: UNESCO, 2009.
- Education International. *Statement on the UNESCO World Conference on Higher Education, Paris 5-8 July 2009*. Brussels: EI, 2009.
- UNESCO-ILO. *The ILO/UNESCO Recommendation concerning the Status of Teachers (1966) and the UNESCO Recommendation concerning the Status of Higher-Education Teaching Personnel (1997)*. Paris: UNESCO, 2008.
- Education International. *Information on the 1997 UNESCO Recommendation concerning the Status of Higher Education Teaching Personnel*. Brussels: EI, 2004.
- Education International. *Resolution on fixed-term higher education teaching personnel*. Berlin: EI, 2007.

Session plénière 2: Bilan des activités de l'IE depuis la 6ème Conférence internationale sur l'Enseignement Supérieur et la Recherche : mise à jour et critiques

Date and time: 10 September 2010, 11:00-12:30

Since the last Conference held in Malaga, Spain, EI and its member organisations have been facing tremendous challenges in the higher education and research sector. The onslaught of the global financial crisis compounded the situation of public financing of higher education institutions. The terms and conditions of employment of staff working in the sector are a major concern expressed by EI in its report to the joint ILO-UNESCO Committee of Experts on the Recommendations Concerning the Status of Teachers (CEART) in 2009. Also highlighted in the CEART report, the violation of academic freedom prompted various EI member organisations to act, as is evident in a joint UCU-EI publication on the topic in 2009. Following the TRIPS agreement by the WTO, EI was once again confronted with the issue of copyright with the ACTA agreement, negotiated outside the scope of any international organisation. EI has now been granted an official observer status at the World Intellectual Property Organisation, where it calls for fair and balanced copyright rules. The full report of EI's activities in the Higher Education and Research sector could be found in the activity report at the back of this conference guide.

Further reading:

- Annex I of this Conference Guide: EI Higher Education Activities 2008-2010.
- Education International. *Survey Analysis – Impact of Crisis on Higher Education*. Brussels: EI, 2010.
- UNESCO. *2009 World Conference on Higher Education: The New Dynamics of Higher Education and Research for Societal Change and Development*. Paris: UNESCO, 2009.
- Education International. *Statement on the UNESCO World Conference on Higher Education, Paris 5-8 July 2009*. Brussels: EI, 2009;
- Education International. *Resolution on higher education and research as a public service*. Berlin: EI, 2007.
- Education International. *Resolution on the situation in the Higher Education system in France*. Berlin: EI, 2007.
- Education International. *Resolution on fixed-term higher education teaching personnel*. Berlin: EI, 2007.
- Education International. *Report of the 6th International Higher Education Conference*. Malaga: EI, 2007.

Session plénière 3: Régionalisation et mondialisation de l'enseignement supérieur et la recherche: Développement d'une réponse syndicale efficace

Date and time: 10 September 2010, 15:50-17:30

Higher education and research staff are increasingly affected by regional and international developments. In Europe, the Bologna Process has unleashed numerous reforms as countries attempt to harmonize higher education systems. Internationally, agreements such as the WTO's General Agreement on Trade in Services and the proposed Anti-Counterfeiting Trade Agreement (ACTA) are threatening to lock-in and intensify pressures of marketization. Meanwhile, the development of branch campuses, franchising relationships, cross-border e-learning, and the exploitation of the international student "market" are leading to the commercialization of higher education globally. Many institutions and countries are aggressively marketing higher education in China and India in particular. What are the implications of these developments for higher education and research unions? How can we develop effective strategies to counter the negative effects of marketization in the sector while promoting internationalization?

Further reading:

- Education International. *Statement on World Intellectual Property Day*. Brussels: EI, 2010.
- European Higher Education Area. *Budapest-Vienna Declaration on the European Higher Education Area*. Budapest-Vienna: EHEA, 2010.
- Second Bologna Policy Forum. *Bologna Policy Forum Statement*. Vienna: Bologna Policy Forum, 2010.
- Education International. *Enhancing quality: Academics' perceptions of the Bologna Process*. Brussels: EI, 2010.
- Education International. *Statement to the 7th Ministerial Conference of the World Trade Organisation, Geneva 30 November-2 December 2009*. Brussels: EI, 2009.
- Education International. *Statement on the UNESCO World Conference on Higher Education, Paris 5-8 July 2009*. Brussels: EI, 2009.
- Organisation for Economic Co-operation and Development. *Guidelines for Quality Provision in Cross-border Higher Education*. Paris: OECD, 2005.
- Education International. *Globalisation, GATS and Higher Education*. Brussels: EI, 2004.
- TradEducation News (http://www.ei-je.org/gats/en/news_archive.php?year_selected=2010)

Session plénière 4: Coopération au développement: Renforcement des syndicats de l'enseignement supérieur et la recherche

Date and time: 11 September 2010, 09:00-10:30

How can higher education and research affiliates assist one another in building union capacity? What role can EI and its affiliates play in strengthening higher education and research unions in developing countries? What are the most useful ways that affiliates can establish partnerships, support, and exchanges of information and best practices? How can we encourage more higher education and research unions, particularly in the global south, to affiliate to EI?

Further reading:

- Organisation for Economic Co-operation and Development. *The Paris Declaration on Aid Effectiveness (2005) and Accra Agenda for Action (2008)*. Paris: OECD, 2008.
- Education International. *Resolution on higher education and research as a public service*. Berlin: EI, 2007.
- Education International. *Resolution on the strategic role of educators*. Berlin: EI, 2007.
- Education International. *Resolution on Gender Perspective in Development Co-operation*. Jomtien: EI, 2007.
- Education International. *Resolution on Development Co-operation*. Washington DC: EI, 1998.
- Education International. *For a transparent and constructive partnership: Policy guidelines for development co-operation*. Brussels: EI, 1997.
- Education International. *Resolution on Development Co-operation*. Harare: EI, 1995.

Session plénière 5: Equité dans l'enseignement supérieur: Construction d'institutions et de syndicats plus attractifs

Date and time: 11 September 2010, 11:00-12:30

Despite some progress in recent years, higher education institutions, systems and unions in many parts of the world remain far from fully inclusive. How can we make our unions more representative? What role can higher education and research unions play in promoting equity within the profession and in our institutions more broadly? What barriers to equity remain? What effective practices through collective bargaining, internal union polices, and campaigns have been developed by affiliates?

Further reading:

- Ivosevic, Vanja. *Gender issues in Employment and Working Conditions of Academic Staff*. Brussels: EI, 2010.
- Martin, Michaela. *Are women in academia breaking the glass ceiling?*. IIEP Newsletter January-April 2010.
- Education International. *Statement on the UNESCO World Conference on Higher Education, Paris 5-8 July 2009*. Brussels: EI, 2009.
- Moriarty, Martin. *Trade unionists together for LGBT rights!*. Brussels: EI-PSI, 2007.

Session plénière 6: Classements et résultats de l'apprentissage: Politiques de qualité et de responsabilité

Date and time: 11 September 2010, 14:00-15:30

From national and global rankings of institutions, to the assessment of research impact and student learning outcomes, the focus on quality and accountability in higher education has become a worldwide phenomenon. What are the underlying forces responsible for this trend? What are the impacts of different quality assessments and accountability mechanisms on staff? How should higher education and research unions respond to ensure that our institutions are sufficiently transparent and accountable while maintaining respect for professional autonomy and academic freedom?

Further reading:

- Education International. *Report of the Working Group Session on AHELO at the 8th EI Conference for affiliates in OECD member states, New York, 8-10 March 2010*. New York: EI, 2010
- Robinson, David. *OECD Instruments for Tertiary Education: Ongoing Challenges for Staff*. New York: EI, 2010. (Powerpoint Presentation)
- Organisation for Economic Co-operation and Development. *Report of the AHELO Stakeholders' Consultative Meeting, 4 February 2009*. Paris: OECD, 2009.
- Education International. Letter to Richard Yelland, Head of the Institutional Management in Higher Education Programme, OECD. 11 February 2009.
- Education International. *Assessing higher education learning outcomes: 'PISA' for higher education?*. Brussels: EI, 2007.
- Institute for Higher Education Policy. *Berlin Principles on Ranking of Higher Education Institutions*. Berlin: IHEP, 2006.
- Organisation for Economic Co-operation and Development. *Guidelines for Quality Provision in Cross-border Higher Education*. Paris: OECD, 2005.

Session plénière 8: Rapport de la conférence et préparation pour le Congrès mondial de l'IE, 2011

Date and time: 12 September 2010, 10:50-12:20

The next World Congress of Education International will take place from 22-26 July 2011 in Cape Town, South Africa. More than 1600 representatives from 402 education unions in 173 countries and territories will gather to decide on ways to meet the challenges confronted by 30 million education workers worldwide. For the higher education and research sector, there will be a pre-Congress Caucus held on 21 July for tighter co-operations and further exchanges.

Further reading:

- Education International 6th World Congress: www.ei-ie.org/congress6

Groupes de travail

Groupe de travail n°1 : Défense des libertés académiques et de la gouvernance collégiale

Facilitator: Max Roy, FQPPU (Québec, Canada)

The 1997 *Recommendation Concerning the Status of Higher Education Teaching Personnel* asserts that academics have the right to **academic freedom**, which includes the right to teach, learn, study and publish free of orthodoxy or threat of reprisal. **Tenure**, or its functional equivalent, provides a foundation for academic freedom by ensuring that higher education teaching staff cannot be dismissed without just cause and due process. Academic freedom also rests upon the tradition of **collegial governance** which grants higher education teaching personnel a decisive role in making educational decisions and setting educational policy within their institutions and systems.

Despite widespread recognition of the importance of academic freedom, far too many higher education teachers and researchers continue to face violence, recrimination and censorship. A number of governments openly restrict the exercise of academic freedom, while in other cases powerful outside interests and influences place unacceptable constraints on teachers and researchers. Academic freedom is also being eroded by the decline of tenure or its functional equivalent, as evident in the rise of fixed-term appointments. Meanwhile, more and more governments and higher education institutions are reforming governance structures, and weakening the voice of teachers and researchers.

Questions for discussion:

1. What are the *specific* threats to academic freedom that your members are facing today? What strategies, actions or campaigns has your union undertaken to defend the academic freedom rights of your members?
2. What changes, if any, have you witnessed in the governance of higher education institutions in your country? What has been the impact of these changes, if any, on the rights and terms and conditions of employment of your members?
3. What role could EI play in helping you better defend and promote the academic freedom rights of your members?

Groupe de travail n°2 : Promotion des droits et conditions d'emploi du personnel à contrat déterminé

Facilitator: Jim Rice, NEA (USA)

More and more higher education teachers and researchers are being hired on a casual or fixed-term basis. Staff employed in these positions are often poorly paid, have little or no benefits, no job security and no academic freedom. In some countries, the majority of teaching in higher education institutions is now done by fixed-term and casual staff.

This trend towards cheaper fixed-term staffing reflects government and institutional priorities, rather than economic necessity. While many higher education institutions are currently suffering budget cuts, the greatest growth in fixed-term appointments occurred during times of economic prosperity.

The increase in the number and proportion of fixed-term staff raises significant challenges for all academic staff. Academic freedom is weakened when more and more staff cannot rely on the protections of tenure or its functional equivalent. Collegial governance is weakened by constant turnover and often the exclusion of fixed-term staff from governance activities. The nature of academic work is weakened as teaching, research and service functions are unbundled.

Questions for discussion:

1. What are the trends and impacts of fixed-term appointments in your country? What specific challenges do those trends and impacts pose for your union?
2. What collective bargaining strategies, public campaigns and lobbying efforts could be employed to help protect the terms and conditions of employment of fixed-term staff?
3. What role could EI play in assisting affiliates or working at the international level to promote the rights of fixed-term staff?

Groupe de travail n°3 : Campagnes contre la commercialisation et la privatisation

Facilitator: TBC

As governments around the world cut public funding for higher education, privatisation and marketisation are increasingly touted as simple solutions to complex problems. Privatisation can take many forms, including the greater reliance of higher education institutions on tuition fees and private donations and contracts. It is also evident in the contracting out of services, the development of public-private partnerships or joint ventures, the encouragement of industrial sponsorship of research, the creation of private programs within existing public universities and colleges, and the establishment of fully private and for-profit institutions.

Privatisation and marketisation threaten to undermine the democratic accountability and public service nature of higher education and research. There are direct threats to the integrity and independence of academic work, collegial governance, trade union rights and the terms and conditions of employment of higher education and research staff.

Questions for discussion:

1. What are the trends and impacts of privatisation and marketisation in your country? What is the affect on members, students, institutions and the system as a whole?
2. What strategies and campaigns could be developed to fight back against these trends and impacts?
3. What role could EI play in assisting affiliates or working at the international level to promote the rights of fixed-term staff?

Groupe de travail n°4 : Réactions à la crise économique

Facilitator: Rob Copeland, UCU (UK)

In the wake of the global financial crisis of 2008, economies around the world slipped into the most serious economic decline since the Great Depression. Many governments were forced to bail out financial institutions which had engaged in reckless and risky practices involving poorly regulated debt instruments. In addition, governments introduced new stimulus measures to encourage growth and prevent a slide into a full-blown economic depression.

Today, the financial crisis has been contained, but with the price of larger public deficits and debt. With stimulus measures now running the end of their course, governments are introducing so-called "exit strategies" that involve major cuts to public spending, including higher education. In many parts of the world, higher education teaching and research personnel are witnessing the beginning of a new age of austerity, the full consequences of which are yet to be seen.

Questions for discussion:

1. How has the financial and economic crisis affected the higher education sector in your country and your members?
2. How has your union responded to the fallout of the financial and economic crisis? What tactics and strategies, such as collective bargaining or public relations campaigns, have you developed? What has been most effective?
3. What specific things could EI do at the international level to assist affiliates in fighting back against new austerity measures in the sector?

Groupe de travail n°5 : Promotion de l'équité et de l'inclusion

Facilitator: Theresa Montaña, NEA (USA)

Promoting non-discrimination and equality is a core principle of the labour movement. However, around many parts of the world higher education and research institutions and unions remain far from fully inclusive. Women, racial and ethnic minorities, those with disabilities, indigenous peoples, and lesbian, gay, bisexual and transgender (LGBT) persons are often seriously under-represented within our workplaces and within our unions.

Questions for discussion:

1. What are the barriers facing women, racial and ethnic minorities, persons with disabilities, indigenous peoples and LGBT persons in higher education in your country?
2. What policies, practices and strategies have your union adopted to promote greater inclusivity in the workplace and in the union? What has been most effective?
3. What role could EI play at the international level in better promoting equity and inclusivity?

Groupe de travail n°6 : Répondre à la régionalisation et à la mondialisation de l'enseignement supérieur et de la recherche

Facilitator: Jens Vraa-Jensen, DM (Denmark)

The draft supplement paper submitted for adoption (Annex II) will be introduced by Carolyn Allport, NTEU-Australia, for in-depth discussion in the framework of this working group.

The rise in cross border higher education has been one of the dominant trends internationally in recent years. Regional developments, such as the Bologna Process in Europe, are leading to the harmonization of national systems of higher education and research in attempt to facilitate student and staff mobility and increase attractiveness.

Globally, an international market in higher education and research is rapidly emerging. A worldwide trend of falling public investment and rising tuition fees is prompting increased competition between institutions for international students. The rise of branch campuses, franchising arrangements, off-shoring, and cross-border e-learning signal that higher education has increasingly become a globally traded commodity. International trade and investment agreements, such as the World Trade Organization's General Agreement on Trade in Services (GATS), are attempting to regulate and lock-in this new commercial market.

Questions for discussion:

1. What are the impacts of regionalization and globalization on higher education and research staff in your country?
2. What has your union done to protect and promote the profession in the face of any negative impacts posed by the regionalization and globalization of higher education? What strategies and tactics have been most successful?
3. What can EI do at the international level to ensure that the forces of globalization and marketization do not compromise educational values and the professional rights of staff?

Groupe de travail n°7: La responsabilisation à l'ordre du jour

Facilitator: Craig Smith, AFT (USA)

“Accountability” has become a common watchword in higher education and research systems the world. Governments are increasingly insisting that institutions must be accountable for how they spend public money and for the quality of programs they offer. For their part, higher education and research staff often justifiably fear that systems of accountability imposed upon them are too intrusive, too instrumentalist, and too narrow in their focus.

Meanwhile, the accountability agenda is gathering steam at the international level. The development global rankings of institutions as well as the proposed OECD Assessment of Higher Education Learning Outcomes (AHELO) present new challenges for EI and its affiliates.

Questions for discussion:

1. What has been your recent national experience with accountability systems in higher education and research? What have been the impacts of accountability mechanisms on staff?
2. How has your union responded to the accountability agenda? What strategies and campaigns might be effective in helping unions better confront the accountability agenda?
3. What strategies should EI adopt in relation to international rankings of higher education institutions and the OECD AHELO project?

Annexe I: Activités de l'IE 2008-2010 pour l'Enseignement supérieur

Global Activities

UNESCO World Conference on Higher Education and the EI side event

The EI secretariat and representatives of higher education affiliated organisations attended the UNESCO Second World Conference on Higher Education which took place at the UNESCO Headquarters in Paris, France, from 5-8 July 2009.

Prior to the conference, on 3 July, EI organised a one-day side meeting for its higher education affiliates, which were then due to participate to the conference. At this meeting, higher education affiliates adopted a statement entitled Educators Committed to Quality Higher Education in the Coming Decade. This statement addressed a number of issues including: the key role of academic staff, the importance of academic freedom, tenure, collegiality, the risks of public-private partnerships in higher education, the importance of access and equity in higher education, the challenges and opportunities of internationalisation and globalisation, and the need for sustainable funding of higher education and research.

EI also contributed extensively to the World Conference on Higher Education by co-organising the NGOs' conference on 4 July, and also the multi-stakeholder panel on higher education institutions and the academic community that took place on the final day of the conference. EI Vice-President Irene Duncan Adanusa also delivered a speech at one of the opening sessions on the first day of the conference while Penni Stuart, President of the Canadian Association of University Teachers, an EI affiliate, also delivered a speech during a workshop on the academic profession.

EI was also present by means of an exhibition stand in the foyer of the conference venue for the duration of the conference. EI Deputy General Secretary Monique Fouilhoux was a member of the drafting committee for the final communiqué of the World Conference on Higher Education. The resulting Communiqué referred to a number of key global issues in relation to higher education in the coming decade, namely: the social responsibility of higher education; access, equity and quality; internationalisation, regionalisation and globalisation; learning, research and innovation; and higher education in Africa. EI succeeded in securing references to respect for academics' rights in various parts of the Communiqué (paras. 21, 37, 49k, and 50c).

EI was informed that its statement to the World Conference on Higher Education had an impact beyond the conference, as Ministers were reported to quote from it once they had returned home to respective countries (e.g. in South Africa).

Lobbying on the Global Agreement on Trade in Services (GATS)

As part of its ongoing work to defend quality public education and to promote the Millennium Development goal of Education for All, EI continues to monitor negotiations on the General Agreement on Trade in Services (GATS), and to lobby World Trade Organization officials to ensure that education is excluded from trade agreements. The principal danger is that the rules and restrictions of the GATS could, if applied to education, lock-in and intensify the pressures of privatization and commercialization.

From 2008-2010, EI continued to retain the services of a consultant on trade and education services. Six issues of TradEducation News have been produced in electronic format in 2008, providing affiliates with updates and analysis of the latest developments in the GATS talks. EI's trade consultant participated in a special meeting of the ITUC's Trade and International Labour Standards (TILS) working group in Geneva, Switzerland, from 13-14 March during which meetings were arranged with WTO Director General Pascal Lamy as well as with the ambassadors of South Africa and New Zealand.

In 2009, four issues of Tradeducation News were published with updates and analysis of the last developments in the GATS talks. The EI consultant attended this year's WTO Public Forum and was invited to present our views on the impact of the proposals on domestic regulations on education issues at a workshop organized by the Geneva-based South Centre.

In 2010, EI issued two more Tradeducation newsletters. They focused on the failure of new talks to progress on GATS, the controversy surrounding the Anti-Counterfeiting Agreement (ACTA), the start of negotiations on a Trans-Pacific Partnership and the controversial EU-Colombia trade deal that did not take into account human rights violations in Colombia. The EI consultant participated at the WIPO standing committee on Copyright and Related Rights in June 2010 in Geneva.

World Trade Organisation: meetings and Conference

EI was present at the WTO Ministerial meeting from 21-25 July in Geneva, Switzerland, which included a one-day GATS "signaling conference" during which ministers from about 30 to 35 countries were asked to indicate where they are prepared to make further market access openings. EI was active in lobbying delegations to exclude education services from further commitments.

Other advocacy work in this area included more active participation in this year's WTO Public Forum on 24-25 September. EI, in cooperation with Public Services International, hosted a panel session at the forum and has invited experts to address the impact of GATS on education and other public services.

The EI secretariat and representatives of affiliated organisations from Canada, Australia and Taiwan attended the Seventh WTO Ministerial Meeting which took place at the WTO Headquarters in Geneva, Switzerland, from 1-2 December 2009. The meeting brought together trade ministers from 153 countries. Unlike previous ministerial meetings where the focus was squarely on negotiations, the purpose of this meeting was to engage in a "broader evaluation of the functioning of the multilateral trading system." However, this was taken

with some degree of caution, as recent developments indicated that there is renewed pressure on negotiators to produce a package to conclude the Doha Round.

EI and its affiliates played a key role in lobbying against the further extension of GATS commitments in education. Prior to the Ministerial Conference EI issued a statement to the Ministerial Conference in English, French and Spanish. EI disseminated this statement via its website and through a circular to affiliates. Reports from IFUT (Ireland) and Lärarförbundet (Sweden) showed use of this statement by affiliates in lobbying with national governments.

At the ministerial meeting, EI coordinated daily meetings of affiliates in attendance, widely disseminated its statement, participated in a number of WTO NGO briefings, roundtables and discussions organized by other NGOs and trade unions. EI also participated in the ITUC Trade Investment and Labour Standards (TILS) meeting and public conference held on 29 November, and ongoing TILS meetings throughout the Ministerial conference. EI's participation in the TILS meeting and the Ministerial was important, ensuring that the voices of educators were heard and that relevant issues taken up by other NGOs were given prominence.

CEART

EI made an associated complaint to the complaint introduced by its affiliate DM, Denmark, in relation to the implementation of the 1997 UNESCO Recommendation Concerning the Status of the Higher Education Teaching Personnel in Denmark

EI published its triennial report to the Joint ILO-UNESCO Expert Committee on the Application of the Recommendations on Teachers (CEART) in September 2009. EI presented its report at the 10th CEART session which took place at UNESCO in Paris, France, from 28 September to 2 October. EI's report was based on a study undertaken in the past years through the collaboration of its 401 member organisations, as well as a number of commissioned reports on the status of teachers in various regions. The EI report to CEART addressed key issues such as working conditions and remuneration, academic freedom, collegial governance, security of employment and tenure, and HIV/AIDS. Above all, EI's report highlighted three major concerns which require immediate attention:

- Global teacher shortage: Education plays a crucial role in the post-economic crisis regeneration. By contrast, we are witnessing cuts to education budgets worldwide, with dire consequences for the education sector and the teaching profession.
- Global casualisation crisis: More and more teachers are being employed on fixed-term or part-time contracts, and as a consequence face restricted academic freedom and professional autonomy due to their casualised status.
- Increasing number of attacks against teachers and higher education teaching personnel: Such attacks strongly undermine democracy and the well-being of society.

At the 10th CEART session, EI stressed that although the Recommendations have been in effect for a long period of time, governments and education institutions worldwide still fail to implement the key provisions made therein. By putting forward these findings, EI strongly urged the CEART, the ILO and UNESCO to take effective action.

World Intellectual Property Organisation

Recently recognised as an official observer at the United Nations World Intellectual Property Organisation (WIPO), EI issued a statement on the occasion of World Intellectual Property Day on 26 Apr, calling for "fair and balanced copyright rules that strike the appropriate balance between the rights of creators and users, and the needs of industrialising and industrialised economies.

EI also draws attention to the recent announcement by governments involved in the negotiation of the Anti-Counterfeiting Trade Agreement (ACTA) that the draft treaty will finally be made public. According to leaked documents, proposals made to the draft treaty could drastically limit the free access by academics, teachers and students to the education and research resources they need.

“Hands Up for Education” Campaign on the Financial and Economic Crisis

The impact of the crisis on education was the main focus for the EI Officers when they met in Åre, Sweden, in December 2008. They considered how EI and its member organisations could take the initiative as financial pressures on public school systems grew in the wake of the near meltdown in global financial markets. Work was begun on a major EI campaign to emphasize education as a vital investment in the future of every nation. In March 2009, the EI Executive Board decided to launch the campaign officially and promote education as a key factor for economic recovery.

The rationale for this campaign is to: emphasise to governments the importance of avoiding short-term actions with long-term negative consequences and of adopting strategies which prepare students and education systems for the future; and to emphasise that education gives people the tools to build their own future and is a cornerstone of social and economic development.

The campaign is hosted on a website, www.ei-ie.org/handsup, where information resources have been made available for download. Amongst other resources, the website hosts:

- Several EI surveys on the impact of the global economic crisis on education;
- Research material from other partners on the impact of the global crisis on education;
- Factsheets on several issues related to the economic crisis and education;
- Suggestions for EI affiliates to take action on the economic crisis and education at the national level.

The key messages of the campaign are: invest in education now; invest in public education, available to all; make education part of the solution to the crisis; avoid cuts in budgets for education; do not make future generations of children pay for the economic crisis; and continue to provide development aid for education in low-income countries - otherwise they will be left even further behind economically. The campaign will run until the next EI Congress in Cape Town, South Africa, in July 2011.

Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD)

From 2008-2010, EI continued to participate in activities related to OECD through the Trade Union Advisory Committee (TUAC). EI attended the TUAC Working Group on Education, Training and Employment meetings held in Paris, France, in April and November. EI organised two meetings for affiliates in OECD countries. The first one took place in December 2008 in Åre, Sweden and the second one took place in March 2010 in New York.

In April 2008, an EI delegation attended a conference in Lisbon, Portugal where the report of the OECD's thematic review of tertiary education was released. The report contained many troubling recommendations concerning financing, institutional autonomy, accountability, academic freedom, and terms and conditions of employment. The EI delegation produced an analysis of the report and circulated it to higher education affiliates. Affiliates have been encouraged to lobby their respective governments about their concerns.

The EI secretariat and representatives of higher education affiliated organizations attended the OECD/IMHE Conference on Outcomes of Higher Education: Quality, Relevance and Impact held in Paris, France, from 8-10 September 2009. The conference focused on debates around measuring the outcomes of higher education, with a particular focus on learning outcomes. Working group discussions related to this topic addressed institutional measures to assess and improve quality, the assessment of learning and employment outcomes, balancing the needs and expectations of society with the autonomy of institutions, the impact of rankings, and ensuring value for money and efficiency in higher education.

In the frame of its project on the future of higher education, the OECD's centre for educational research and innovation (CERI) organised on 8-9 December 2009, in Paris, France, an international conference on "higher education to 2030: what futures for quality access in the era of globalisation?" This conference, organised in partnership with France during its presidency of the European Union, was the final event held in 2009 marking the 40th anniversary of CERI. It also signalled the end of the analytical work of the CERI project on the future of higher education. In addition, the first volume of a new book series entitled higher education to 2030 was launched. The first volume addresses the impact of demographic changes on higher education. Other volumes also examine technology, globalisation, and future scenarios for higher education.

The OECD is also proceeding with the development of a so-called PISA for higher education — now formally known as the Assessment of Higher Education Learning Outcomes (AHELO). EI and its member affiliates have expressed serious concerns about the feasibility and desirability of a standardized test for higher education students, particularly in light of the diversity of institutions, missions and programs across OECD countries. EI attended the OECD Stakeholders' meeting in relation to the Assessment of Higher Education Learning Outcomes (AHELO) held in Paris, France, on 4 February 2009 and March 2010. They were opportunities for EI to reiterate its concerns and to propose some additional comments about the feasibility study to be launched by the end of the year in ten OECD countries. Affiliates have been updated in particular through circulars sent to affiliates outlining the challenges posed by AHELO and encouraging them to lobby their governments on the issue. EI has also addressed a letter in February 2009 to the head of the institutional

management in higher education in the OECD offering comments about the AHELO project from the academics' perspective.

Report of the EI Task Force on Public-Private Partnerships (PPP) in Education

The report presented to the March 2009 Executive Board meeting has been printed in English and translated into Spanish and French. As one of the key proposals of the study was to provide detailed information for the use of affiliates confronted by PPPs at the national level, every effort will be made to disseminate the report widely.

Regional Activities

Africa

Europe-Africa project: Access to Success

The project financed by the European Commission, Erasmus Mundus Action 4 Project "*Access to Success: Fostering Trust and Exchange between Europe and Africa*" aims to bring together universities from Europe and Africa and explore the access and retention in the context of inter-institutional mobility and cooperation. The goal of the project is not only to map institutional and national good practices and identify case studies, but also establish a better understanding among the participating institutions and people on how institutions shape their missions in response to specific socio-economic contexts and environments. By doing so, it aims at enhancing institution's capability to cooperate and exchange, in particular with regards to student and staff mobility schemes and capacity building partnerships. The project aims to develop a catalogue of good practices and recommendations on access and mobility, which should be of interest to institutions as well as government agencies and donor organisations. The implementing partners include the European University Association (EUA), the Association of African Universities (AAU) and the European Student Union (ESU). In the framework of this project EI participated in a workshop on "*Europe and Africa: Intra and Inter regional Mobility*" from 3-4 May 2010 in Accra.

EI Africa Higher Education Caucus

The EI African Regional Office will organise its first Higher Education Caucus for affiliates in the region on 29 November 2010, prior to the 7th Regional Conference in Brazzaville. The event aims to provide an opportunity for exchange between organisations active in higher education.

Europe

The Bologna Process

The Bologna Process is a political project to establish a European Higher Education Area (EHEA), driven by cooperation between 46 countries, the European Union and eight consultative partners. Since 2005, EI Europe belongs to the latter group, participating in the governing body of the process, known as the Bologna Follow-Up Group or BFUG, and organising several activities to further improve the position of academics.

EI's Pan-European Structure has continued its participation in the BFUG, in different Bologna seminars and in the different working groups where it is represented. EI has continued its ongoing cooperation with other BFUG Consultative Members. In this context EI, has strengthened its partnership with the European Students Union (ESU) and adopted a new partnership agreement in April 2010.

A Ministerial Conference under the Bologna Process took place in Leuven/Louvain-la-Neuve, Belgium, in April 2009 and the agreed communiqué outlined the agenda for the Bologna Process towards 2020, again taking up some of EI's concerns. The agreed agenda includes action lines for mobility, social dimension, lifelong learning and employability of graduates.

In the run-up to the Ministerial Conference, discussions also took place on the future of the Bologna Process, as the initial deadline would be reached in 2010. EI made several contributions in this process, stating that the initial goals, such as those on mobility, have yet to be reached and that the process should be extended towards 2020. Furthermore, EI argued for a more prominent place of academics in the implementation of the action lines on the national level and the inclusion of their conditions of work as a concern for internationalisation. EI has warned about the risk of commercialisation all along.

Another Ministerial Conference in March 2010 officially launched the European Higher Education Area, although much still remains to be done to make it a reality. In preparation of this conference, EI issued a publication with academics' view of the state of the Bologna Process in Europe, titled *'Enhancing Quality – Academics' Perceptions of the Bologna Process'*. In the coming years, EI will continue to be an active participant in the activities of the Bologna Process.

Higher Education and Research Standing Committee (HERSC)

EI's European committee on higher education and research (HERSC) met on 28-29 February 2008 in Dubrovnik, Croatia, and on 8-9 October 2008 in Lille, France, to follow up on the outcomes of the conference in Malaga as well as to discuss the current developments in the Bologna Process. EI is highly committed to the discussion regarding the future of the Bologna Process after 2010 and discussions were devoted to the contribution of EI at the 2009 Ministerial meeting. Furthermore the committee assessed the work undertaken and achieved in the Mobility campaign done jointly with ESU. Other topics discussed were

academic freedom, climate change, researchers' careers and matters relating to European Union work in the area of higher education and research.

EI Europe organised two meetings of the Higher Education and Research Standing Committee (HERSC) in February and September 2009. The meetings primarily focused on the Ministerial Conference in the Bologna Process that took place in Leuven/Louvain-la-Neuve, Belgium, in April 2009 and EI-Europe contributions to the agenda of the Bologna Follow-Up Group for the period 2009-2012. Other agenda items included the preparation of the UNESCO regional meeting on higher education in Bucharest, Romania (May 2009) and several OECD initiatives, such as the AHELO (Assessment of Higher Education Learning Outcomes) project.

In 2010, a meeting of the HERSC took place in Brussels in February 2010. Here, discussions focused on the preparations of the Ministerial meeting of March 2010 that would officially establish the European Higher Education Area. The meeting also discussed European developments for the mobility and careers of researchers. Another meeting of the HERSC is planned for October 2010 and will take place in Leuven, Belgium.

Making Mobility a Reality for All Students and Staff

Throughout 2008, EI organised a campaign called 'Let's Go!' to promote mobility of higher education staff and students, following recommendations of a Bologna seminar, organised by EI, UCU and ESU in 2007. Following on the success of Let's GO!, the joint campaign on mobility mounted by EI Europe and the European Students' Union (ESU) throughout 2008, EI has now set up a working group with ESU and the European University Association (EUA). This group will work further on mobility issues at three key levels in Europe – mobility of students, staff and higher education institutions, with a designated project to be implemented within a number of higher education institutions across Europe.

Working with Students on Student-Centred Learning

In November 2009, EI kicked off a project, together with the European Students' Union, entitled Time for a New Paradigm in Education: Student-Centred Learning (T4SCL). This project is based on the long-standing need to clarify and deepen the academic community and policy makers' understanding of the practical implications of the recent paradigm shift from teacher to student centered learning (SCL). A number of activities have been organised in which EI affiliates participated, such as the launch conference in Bucharest, Romania in May 2010 and a training event in Malta in July 2010. Future meetings will be organised in Slovakia in September 2010 and in Belgium in October 2010.

Strengthening Partnerships

EI has considerably improved relations with its partners in the European region, in particular with the European Students' Union (ESU). The cooperation with ESU continued on a number of projects, and the two organizations undertook joint activities to lobby the European institutions in the Bologna Process. In April 2010, EI and ESU signed a new partnership agreement, intensifying the areas of work and the depth of cooperation. EI also undertook activities to strengthen cooperation with the European University Association, by regularly attending their conferences and contributing to project work.

UNESCO Regional Conference on Higher Education

EI Europe was involved in the preparatory conference for Europe and North-America, organised by UNESCO-CEPES in Bucharest, Romania, in May 2009. The agenda included many controversial items, such as international rankings of higher education institutions. EI gave two presentations at the conference and was part of the drafting group for the "Bucharest Message," which contained the outcomes of the meeting. In its representation, EI argued against increased commercialisation of higher education, for continued investment in higher education despite the financial crisis, and for better conditions of work for academics, based on the 1997 UNESCO/ILO Recommendation. The Bucharest Message contains several recommendations on equity and access, values, quality and competitiveness of higher education. It also contains a plea for increased public investments in higher education in reference to the financial crisis. The conclusions can be downloaded from: www.cepes.ro/forum

EI Pan-European Higher Education Caucus

In November, EI Europe organised a higher education caucus immediately prior to the EI Pan-European Conference/ETUCE General Assembly in Warsaw. During this caucus, participants mainly expressed their concerns about the impact of the global economic crisis on higher education and the negative consequences of mal-implementation of the Bologna Process across most of Europe, resulting in a number of student protests in various universities in Europe.

Latin America

A seminar was held on 1-2 December 2008 in Sao Paulo, Brazil on the impact of GATS on Latin America's public education systems. The following organizations were invited to participate: CNTE (Brazil), CONTEE(Brazil), CPC(Chile), CTERA(Argentina), OTEP(Paraguay), CONMERB(Bolivia), UNE(Ecuador), ANDEN(Nicaragua), ADP(Dominican Republic) as well as NEA(USA).

Also present were the Head of the Department of Economy of the Foreign Affairs Ministry in Brazil and the ITUC-Americas expert in WTO/GATS negotiations, Hilda Sánchez. After receiving updates on the WTO negotiations and Doha, the unions committed themselves to

undertaking a series of actions to get the attention of political leaders and prevent their respective countries signing up to GATS.

Higher Education Conferences for Latin American Affiliates

In September 2009, nine higher education affiliates in Latin America met for the first time in a joint forum hosted by CONADU, Argentina. They discussed recent trends in higher education in the region and adopted a declaration outlining their concerns and points for action. In the declaration, they express their worries about the application of neoliberal ideology to the higher education sector in the region. The process of marketization is fueled by the GATS negotiations under which a number of Latin American governments have made far-reaching commitments. The declaration therefore called upon affiliates in the region to intensify their cooperation and strengthen information exchange. The affiliates met again at a conference in July 2010 and further discussed strategies to react to recent developments.

List of new Higher Education member organisations since 2007

- Argentina : Federación Nacional de Docentes Universitarios (CONADU)
- Brazil : Confederação Nacional dos Trabalhadores em Estabelecimentos de Ensino (CONTEE)
- Côte d'Ivoire : Coordination nationale des enseignants du supérieur et des chercheurs (CNEC)
- Cyprus: Eastern Mediterranean University Union of Academic Staff (DAÜ-SEN)
- France : Fédération CGT de l'Éducation, de la Recherche et de la Culture (FERC-CGT)
- France : Syndicat National de l'Enseignement Supérieur (SNESUP-FSU)
- Fiji : Association of the University of the South Pacific (AUSPS)
- Peru: Federación Nacional de Docentes Universitarios del Perú (FENDUP)
- Malaysia: Malaysia Academic Movement (MOVE)

Annexe II: Projet d'additif au paquet 2004 de la Task Force de l'IE

***** Pour discussion et adoption *****

Mondialisation de l'enseignement supérieur et de la recherche

1. Tour d'horizon

En 2004, La Task Force de l'Internationale de l'éducation sur la mondialisation, l'AGCS et l'enseignement supérieur a présenté son rapport final et ses recommandations au Congrès mondial de Porto Alegre (Brésil). Dans ce rapport, la Task Force décrivait les menaces de plus en plus lourdes pesant sur la profession universitaire ainsi que sur l'intégrité et la qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche, à la suite des pressions exercées par les forces imposant la mondialisation de l'activité économique et la libéralisation du commerce.

En particulier, la Task Force a pris note de l'émergence au plan mondial d'un marché centré sur le profit et dépassant les frontières nationales dans le domaine de l'enseignement supérieur, tandis que ce phénomène se manifestait de différentes manières dans les pays. Les accords commerciaux internationaux, tels que l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) élaboré par l'Organisation mondiale du Commerce, sont utilisés pour verrouiller et intensifier ces pressions au plan commercial. Selon la Task Force, si aucun contrôle n'était exercé sur ces évolutions, celles-ci créeraient non seulement un ensemble de défis que le personnel enseignant et les étudiants devraient relever, mais aussi mineraient la qualité et, en fin de compte, la valeur économique et sociale de l'éducation et de la recherche, d'une manière pouvant léser l'intérêt public. Pour s'opposer à cette évolution, la Task Force a recommandé un ensemble de mesures et de stratégies qu'appliqueraient l'IE et ses affiliés, proposant la création d'un nouvel instrument international pour l'enseignement supérieur et la recherche, qui protégerait l'intégrité du secteur.

L'IE a réactivé la Task Force en 2010, dans la perspective de la 7^{ème} Conférence internationale sur l'enseignement supérieur et la recherche, afin de réexaminer le rapport de 2004. Au terme de ce processus, les membres ont conclu que, si certains nouveaux développements étaient apparus entre-temps, une grande partie de l'analyse et bon nombre de recommandations conservaient leur pertinence. La Task Force a décidé que, plutôt que de refondre totalement l'ensemble des documents de 2004, elle le considérerait comme un texte fondateur et préparerait un bref supplément destiné à mettre à jour les développements essentiels. Il y a lieu dès lors de voir dans le présent document un ajout au Paquet de 2004, plutôt que de le considérer comme s'y substituant.

Les principes énoncés dans les documents de 2004 doivent rester la base de la politique et l'action de l'IE et de ses affiliés.

La Task Force a également décidé de mettre l'accent sur la voie que devraient suivre les personnels académiques et leurs organisations face aux menaces de plus en plus lourdes que font peser la mondialisation et la marchandisation du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche. En conséquence, le document met succinctement en évidence un certain nombre de développements que l'on a pu constater récemment au plan mondial dans le secteur, tout en soulignant des mesures concrètes que l'IE et ses affiliés pourraient entreprendre afin de sortir de l'ornière.

2. Enseignement supérieur et recherche : tendances récentes

a) La crise économique

Depuis le rapport de 2004, la tendance à la diminution des investissements publics et à l'augmentation des droits d'inscription constatée dans le monde entier a continué à alimenter le développement rapide de la marchandisation de l'enseignement supérieur au plan international. La crise financière de 2008 et la récession économique mondiale qui l'a suivie ont considérablement intensifié ce processus en accentuant encore la pression pesant sur les finances publiques et précipitant la réduction drastique des budgets de l'enseignement supérieur dans de nombreux pays. Répondant à la crise, de nombreux gouvernements ont camouflé leurs mesures nettement marquées au plan idéologique en un ensemble vaseux d'explications caractérisées par l'aspect « inévitable » des mesures prises.

Dans le cadre de la campagne « Levez la main pour l'éducation » (www.ei-ie.org/handsup), l'IE a fourni un travail considérable en appui à ses affiliés, particulièrement en Europe centrale et orientale, en réaction à la crise économique. La Task Force juge important que les caractéristiques propres au secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche soient prises en compte dans cette campagne, qui se poursuit. Ainsi, de nombreux gouvernements pourraient être tentés de réduire le pourcentage des dépenses publiques dans le secteur de l'enseignement supérieur, par exemple en relevant la contribution des étudiants aux droits d'inscription, plutôt que de s'en prendre au secteur de l'enseignement obligatoire.

Les pressions qui pèsent actuellement sur les finances publiques sont également de nature à entraîner la multiplication des partenariats public-privé dans le secteur. Ainsi que la Task Force de l'IE sur les partenariats public-privé dans l'éducation l'a indiqué en 2009, le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche est particulièrement vulnérable à certaines conséquences négatives résultant de tels partenariats. Cette observation vaut spécifiquement pour les partenariats entre l'industrie et les établissements d'enseignement supérieur. Ces partenariats pour la recherche, lorsqu'ils sont gérés dans un esprit de transparence et d'ouverture, peuvent aider à améliorer la productivité et à relever le niveau de vie par la découverte d'éléments novateurs et leur commercialisation. Cependant de telles dispositions, si elles ne sont pas réglementées de la manière appropriée, peuvent augmenter considérablement les risques pesant sur l'intégrité et l'indépendance de la recherche universitaire. De nombreux cas bien connus ont démontré que les organismes industriels qui parrainent de tels partenariats peuvent exercer des pressions indues sur les chercheurs universitaires et retarder la publication des résultats de la recherche qui ne sont pas favorables à leurs intérêts financiers.

Afin d'aider les affiliés à faire face au climat économique actuel et aux défis qui se profilent sur le plan politique, la Task Force formule les recommandations suivantes :

- renforcer le partage d'informations sur la réduction du pourcentage des dépenses publiques consacrées à l'enseignement supérieur et à la recherche, notamment les politiques à orientation idéologique qui sont présentées comme des réactions nécessaires face à la situation économique en cours ;
- mettre en question la manière traditionnelle de comprendre les plans de réduction des déficits (notamment les travaux de CAUT et d'autres en vue de démystifier l'expérience canadienne dans les années 1990) ainsi que le mythe du « caractère inévitable de certaines mesures » ;
- partager les informations sur les « bonnes pratiques » de la part des autorités publiques, en réponse à la crise économique. Par exemple, on pourrait concevoir une étude de cas portant sur les pays qui maintiennent leurs investissements dans l'enseignement supérieur et la recherche, notamment l'administration Obama, et réaliser des études de cas portant sur les campagnes menées par les syndicats/les étudiants/les collectivités et qui ont été couronnées de succès ;
- partager les informations sur les stratégies de campagne et, le cas échéant, établir la liaison en vue de la mise en œuvre ou de la coordination des stratégies en question ;
- poursuivre la promotion des partenariats et de la collaboration avec des organisations partageant nos idées (par exemple l'ESU, l'ISP, etc.) ;
- mettre l'accent sur la réaction aux nouvelles attaques dirigées contre les systèmes de retraites du personnel de l'enseignement supérieur et de la recherche.

L'IE et ses affiliés doivent également suivre l'évolution des différentes tentatives déployées par les gouvernements afin d'exploiter la crise économique pour en faire un argument favorable à l'introduction de mesures de réduction des coûts dans l'éducation, ou à la transition du secteur « public » vers le secteur « privé ». On peut citer parmi les mesures de cet ordre une plus grande dépendance vis-à-vis des prestataires non universitaires (par exemple établissements d'enseignement supérieur non universitaire, entreprises privées, organisations de bienfaisance) ainsi que l'élargissement de l'enseignement à distance jusqu'aux programmes d'études supérieures en version comprimée. Il convient de faire une distinction entre des formes acceptables de diversification, en particulier celles qui soutiennent l'accès ou le rendent plus aisé, et les mesures qui visent à fragmenter et privatiser, ou encore celles qui menacent la qualité des moyens fournis ou les conditions faites au personnel, ou encore les libertés académiques

b) Commercialisation et privatisation

Dans le cadre de la crise économique, nombreux sont les établissements d'enseignement supérieur solidement établis qui ont étendu leurs activités commerciales à l'image des nouveaux prestataires privés. Au plan international, il en résulte un recrutement acharné d'étudiants internationaux ; le développement de filiales de campus, des accords de franchise, des co-entreprises et l'e-apprentissage transfrontalier, ainsi que la rapide croissance du secteur privé et du secteur à but lucratif.

i. Le « marché » des étudiants internationaux

La demande sans cesse croissante d'accès à l'enseignement supérieur, à l'échelle planétaire, a entraîné l'accroissement de la mobilité des étudiants. Selon l'OCDE, ce sont quelque 2,5 millions d'étudiants qui font leurs études en dehors du pays dont ils sont ressortissants, soit environ le triple des chiffres recensés en 1980. Certaines estimations donnent à penser que le nombre d'étudiants internationaux pourrait atteindre 7 millions en 2020.

Les établissements d'enseignement supérieur des pays industrialisés voient de plus en plus les étudiants internationaux comme une nouvelle source potentielle de revenus. En fait, la concurrence fait rage aujourd'hui à l'échelle mondiale, entre les établissements et les gouvernements afin d'accroître leur part du « marché » des étudiants internationaux. Certains gouvernements ont activement incité les établissements d'enseignement supérieur à inscrire davantage d'étudiants internationaux en déréglant les droits d'inscription demandés aux non résidents. Les incidences que de telles initiatives pourraient avoir sur les étudiants ressortissants des Etats concernés ne sont pas encore pleinement connues.

Ainsi qu'il en était fait état dans le rapport 2004 de la Task Force, sous réserve que soient satisfaites les conditions nécessaires, le renforcement de la mobilité des étudiants est susceptible de créer une meilleure compréhension interculturelle et de contribuer au partage des connaissances et de l'expertise. Cependant, la structure de la mobilité des étudiants est essentiellement univoque, à savoir, au plan mondial, du Sud vers le Nord. En outre, les étudiants les plus aptes à entreprendre des études à l'étranger sont également, typiquement, issus des milieux les plus riches et les plus privilégiés. Des tendances de même ordre sont constatées pour le personnel académique. La Task Force constate avec préoccupation que cette tendance approfondit le fossé séparant les uns des autres, en termes de richesses et de connaissances. L'IE et ses affiliés ont un rôle déterminant à jouer, en faisant en sorte que les possibilités d'accès à l'éducation au plan international soient réparties plus équitablement.

En outre, il s'avère de plus en plus évident que la marchandisation de l'étudiant international peut avoir des conséquences négatives sur la mission, au sens élargi du terme, des établissements d'enseignement supérieur. La dépendance financière des étudiants contraints de payer des droits d'inscription et le souhait d'amasser des revenus peuvent facilement pervertir la mission d'un établissement. En Australie, où le bilan financier des universités dépend dans une large mesure des étudiants internationaux, de nombreux établissements font l'objet de critiques leur reprochant d'avoir arrondi les angles et d'avoir abaissé les normes universitaires afin d'attirer les étudiants internationaux. Lorsque l'augmentation du chiffre d'affaires par le biais d'inscriptions massives devient l'objectif essentiel, il en résulte d'office des pressions visant à inscrire des étudiants aux capacités insuffisantes, qui sont ensuite portés à bout de bras jusqu'à l'obtention d'un diplôme.

Ces préoccupations ont pris un tour plus aigu encore à la suite du nombre sans cesse croissant d'établissements d'enseignement supérieur qui mettent au point des co-entreprises avec des entreprises à but lucratif afin d'inscrire et de former des étudiants internationaux. Les programmes « private pathways » (programmes de mise à niveau avant l'entrée dans l'enseignement supérieur) impliquent une entreprise à but lucratif qui marque sa présence sur un campus universitaire sous la forme d'un « international college » (établissement d'enseignement supérieur non universitaire international) ou d'un « international study centre » (centre d'étude international). Les droits d'inscription imposés aux étudiants dépassent largement la norme pour les étudiants internationaux, et l'entreprise rétrocède en principe à l'université ou à l'établissement d'enseignement supérieur non universitaire une part des recettes résultant des droits d'admission. En échange, le prestataire privé utilise le logo et le nom de l'université ou de l'établissement d'enseignement supérieur non universitaire pour se vendre aux étudiants internationaux, inscrire des étudiants qui normalement n'ont pas les compétences requises pour être admis

dans ces établissements, et enfin leur donner une formation linguistique et leur faire suivre des programmes «foundational » ou « pathways » (de mise à niveau) dans différentes branches. Un étudiant qui a réussi ces programmes est assuré de passer dans une université ou un établissement d'enseignement supérieur non universitaire classique, où il peut suivre un programme d'étude de cycle supérieur.

Ces programmes suscitent différentes interrogations. L'enseignement universitaire externalisé fonctionne par le recours à du personnel non syndiqué, plus faiblement rémunéré, ne bénéficiant que de faibles avantages ou en étant exclus, et devant supporter des charges de travail plus lourdes. Des questions se posent également quant à la qualité des programmes externalisés. Les entreprises dépendent des droits d'inscription demandés aux étudiants pour réaliser leur bénéfice, ce qui incite intrinsèquement à inscrire des étudiants de la manière la plus déterminée possible. Le personnel en fonction dans ces établissements de mise à niveau a indiqué qu'il subissait des pressions afin que les étudiants réussissent leur cycle même s'ils ne répondent pas aux normes exigées par le programme.

Ces caractéristiques reflètent également la tendance constatée dans les établissements d'enseignement supérieur, à traiter les étudiants internationaux aussi bien que les étudiants nationaux comme des « clients ». Il en résulte que les enseignants universitaires subissent à leur tour des pressions en tant que prestataires de services dans « l'industrie » de l'enseignement supérieur.

Mesures à prendre : étant donné les défis résultant de la marchandisation accrue des étudiants internationaux et des étudiants nationaux, la Task Force recommande que l'IE et ses affiliés établissent des moyens plus formels de partager les informations, les ressources, les campagnes et les bonnes pratiques, en particulier pour l'externalisation du recrutement et de l'enseignement. En outre, et en collaboration avec les organisations d'étudiants, l'IE et ses affiliés devraient rédiger une déclaration de politique sur le recrutement éthique des étudiants internationaux. Cette déclaration pourrait être utilisée afin d'exercer des pressions sur les établissements et les gouvernements.

ii. Prolifération des filiales de campus et des campus franchisés

La demande de plus en plus nette d'accès à l'enseignement supérieur à l'échelle planétaire fait peser de nouvelles pressions sur l'aptitude des établissements et des systèmes à réagir à cette demande. Les rapports de l'UNESCO indiquent que le pourcentage de la cohorte d'âge du nombre d'inscrits dans l'enseignement supérieur est passé de 19% en 2000 à 26% en 2007. Aujourd'hui, on estime à 150,6 millions le nombre d'étudiants fréquentant l'enseignement supérieur, à l'échelle planétaire, soit en gros une augmentation de 53% par rapport à 2000. Bien sûr, ce chiffre ne rend pas compte du changement tout aussi rapide qui a marqué au cours de cette même période l'éventail des qualifications, des régimes et des modes d'étude suivant lesquels ces étudiants sont aujourd'hui inscrits.

De nombreux établissements d'enseignement supérieur ont mis à profit l'accroissement de la demande et l'insuffisance relative de l'enseignement supérieur dans de nombreuses régions du monde en mettant en place des campus décentralisés. Selon l'Observatory on Borderless Higher Education, on recense aujourd'hui 162 filiales de campus, dans le monde entier, soit une augmentation de 43 pour cent entre 2006 et 2009.

A quelques exceptions près, la grande majorité des établissements d'enseignement supérieur qui mettent en place des filiales à l'étranger sont des établissements de faible niveau, qui tentent de se faire une place sur le marché émergent. Dans la plupart des cas, les filiales de campus ne sont en fait pas du tout des campus universitaires. Ils s'efforcent seulement de fournir un nombre limité de programmes spécialisés, et qui sont le plus fréquemment des programmes de business management et de technologies de l'information, c'est-à-dire des domaines pour lesquels la demande est forte et dont les coûts de lancement sont relativement faibles. En outre, ils n'ont recours que dans une faible mesure, voire pas du tout, au personnel universitaire local, et offrent des conditions d'emploi moins avantageuses. Typiquement, ces établissements ignorent les cultures et les traditions académiques locales, de même que la langue locale, renforçant de la sorte l'hégémonie de l'anglais et d'un modèle d'enseignement supérieur mis au point dans le monde anglophone.

Pour certains établissements d'enseignement supérieur, les filiales de campus se sont avérées des échecs coûteux. Plusieurs établissements ont récemment arrêté leur activité à l'étranger en raison des coûts de plus en plus élevés et compte tenu également de ce que la demande était moins forte qu'on ne l'avait attendu. La perte financière est presque invariablement répercutée sur le personnel en service dans l'établissement du pays d'origine, sous la forme de réduction de programmes, de licenciements et de réduction des salaires.

Mesures à prendre : la Task Force recommande que l'IE et ses affiliés observent l'évolution de la situation et partagent les informations, les ressources et les campagnes en rapport avec les filiales de campus. En outre, la Task Force propose que l'IE et ses affiliés envisagent d'exercer des pressions auprès des établissements et des gouvernements afin que les filiales de campus répondent aux mêmes normes académiques et d'emploi que les établissements installés dans le pays d'origine.

iii. Croissance du secteur privé et du secteur à but lucratif

Ainsi que l'UNESCO l'a indiqué en 2009 (A New Dynamic: Private Higher Education – L'enseignement supérieur privé : une nouvelle dynamique), l'enseignement supérieur privé représente la part du secteur qui, à l'échelle planétaire, connaît le développement le plus rapide. On considère que près d'un tiers de tous les étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur suivent des cours dans des établissements privés.

Dans le secteur privé, les établissements à but lucratif constituent un petit groupe, cependant en croissance, particulièrement dans les pays en développement, et cette tendance est activement encouragée par les autorités nationales aussi bien que par les autorités internationales. Plusieurs entreprises d'éducation, notamment les prestataires de programmes de mise à niveau dont il est question plus haut mais aussi les établissements d'e-apprentissage à but lucratif, opèrent aujourd'hui par-delà les frontières des pays. Ces établissements sont gérés exclusivement sur un mode commercial. La sécurité d'emploi du personnel académique est faible, voire nulle, et les enseignants n'ont aucune autonomie voire aucune influence sur les questions d'ordre académique. Les étudiants sont considérés avant tout comme des clients.

Mesures à prendre : la Task Force réaffirme que le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche est un bien public, et recommande que l'IE et ses

affiliés suivent l'évolution de la situation et partagent les ressources et les stratégies de campagne concernant le secteur privé de l'enseignement supérieur.

c) Classements et résultats : l'agenda de la responsabilité au plan mondial

L'émergence d'un marché mondial de l'enseignement s'est accompagnée de l'apparition de nouvelles tentatives visant à mesurer et évaluer la « qualité » des établissements d'enseignement supérieur. Du classement des établissements dans les pays et au plan mondial jusqu'à l'évaluation de l'incidence de la recherche et des résultats de l'apprentissage des étudiants, l'accent mis sur la qualité et la responsabilité de l'enseignement supérieur est devenu un phénomène mondial.

Le classement des établissements d'enseignement supérieur a fait l'objet de critiques sur le fond quant à la pertinence des repères, des méthodes de collecte des données, de la notation de chaque mesure et de la pondération de chaque mesure débouchant sur la détermination du résultat définitif. Néanmoins, les classements continuent à proliférer tant dans les pays qu'au plan international, en raison de la valeur de « marketing » qui leur est donnée. C'est pourquoi ils sont utilisés et interprétés par les futurs étudiants, les employeurs et les recruteurs en tant que mesures concrètes de la qualité perçue d'un établissement.

Des tentatives plus récentes visant à affiner le classement apparaissent afin de mesurer désormais les résultats de l'apprentissage des étudiants, résultat qui serait considéré comme le garant de la qualité des établissements d'enseignement supérieur. L'ACHELO de l'OCDE (Assessment of Higher Education Learning Outcomes – Evaluation internationale des performances des étudiants et des universités), qui atteint actuellement le stade de faisabilité, est un test normalisé auquel devraient être soumis les étudiants de l'enseignement supérieur afin de comparer les performances des divers établissements d'enseignement supérieur. Selon l'OCDE, l'ACHELO a pour but de « doter les gouvernements participants d'un instrument puissant d'évaluation de l'efficacité et de la compétitivité au plan international de leurs établissements, de leurs systèmes et de leurs politiques d'enseignement supérieur, face aux performances d'autres pays, de manière à refléter avec plus d'exactitude les contributions multiples que l'enseignement du troisième niveau apporte à la société ».

On conçoit difficilement comment la qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche pourrait se réduire exclusivement à des résultats quantifiables, ou faire l'objet de toute évaluation simple fondée sur la performance. Des classements et des évaluations simplistes des établissements d'enseignement supérieur, fondés sur les résultats de la recherche ou les résultats de l'apprentissage des étudiants, ne peuvent à eux seuls assurer adéquatement la mesure de la qualité. Celle-ci doit tenir compte également des conditions et des activités de l'enseignement et de la free enquiry (libre discussion). La tendance qui va se fonder sur cette prétendue mesure de la qualité, ainsi que le système de valeurs du marché, accentuera le glissement vers une stratification hiérarchique des établissements et l'établissement d'un lien étroit entre la richesse des étudiants et le classement des établissements qu'ils fréquentent.

Mesures à prendre : la Task Force recommande que l'IE et ses affiliés prennent les initiatives suivantes :

- poursuivre l'observation et la critique des systèmes de classement et d'évaluation internationaux, tels que l'ACHELO de l'OCDE ;
- avoir une discussion critique avec les organisations d'étudiants sur la question de « l'apprentissage centré sur l'étudiant » et sur les résultats de l'apprentissage ;
- élaborer d'autres critères de mesure de la qualité de l'enseignement supérieur ;
- aborder positivement la question de la diversification de l'offre d'enseignement supérieur considéré comme un bien public, avec une stratégie syndicale orientée sur l'élargissement de l'accès et de l'équité tout en maintenant la qualité de l'offre en matière d'enseignement supérieur.

d) Enseignement supérieur et développement durable

La menace du réchauffement climatique mondial, en dépit des tentatives déployées afin de développer une stratégie internationale coordonnée dans le but de réduire les émissions de gaz à effet de serre, reste l'un des risques les plus graves pesant sur l'humanité et la planète. La Task Force estime que l'IE et ses affiliés doivent sans retard fournir la preuve que le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche est un élément clef de l'avenir équitable et durable de notre planète. Les syndicats de l'enseignement supérieur doivent inviter instamment les gouvernements et la société civile à reconnaître l'expertise et l'expérience de nos membres et à les exploiter, non seulement en soutien à des objectifs immédiats ou étroits des gouvernements et des milieux d'affaires mais aussi au sujet des questions essentielles telles que le changement climatique, les objectifs du développement pour le millénaire et les politiques économiques durables. Les syndicats du secteur doivent quant à eux mobiliser leurs membres afin de fournir la preuve de leur pertinence et de mettre en évidence la dépendance réciproque de la société et des milieux universitaires.

Mesures à prendre : l'IE doit œuvrer avec ses syndicats membres afin de promouvoir une prise de perception par le public du rôle que joue le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche pour relever les défis auxquels la société est confrontée au plan mondial aussi bien que dans les pays et au niveau local, et soutenir les membres dans leurs manières de réagir face à ces défis.

3. L'environnement commercial

a) Mise à jour de l'AGCS

Dans son rapport de 2004, la Task Force notait que les accords internationaux commerciaux et en matière d'investissements peuvent bloquer et intensifier encore les pressions pesant sur la commercialisation et la privatisation, dont il a été question plus haut. Ce rapport était axé sur ce qui était alors l'ensemble de négociations commerciales le plus significatif susceptible de peser sur le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche, à savoir l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Depuis 2004, les négociations de l'AGCS ainsi que le cycle des négociations de Doha sont au point mort. Alors qu'une percée semblait imminente à la suite de l'élaboration du « July Package » (Paquet de juillet) en 2008, les tentatives faites par la suite en vue d'atteindre un accord n'ont pas permis de rapprocher les points de vue fort divergents opposant les pays industrialisés et les pays en voie d'industrialisation au sujet des subsides à l'agriculture et des tarifs douaniers sur les produits industriels.

En dépit de l'impasse sur les grandes questions faisant l'objet de négociations, on peut faire état de certains développements importants dans le cadre des négociations de l'AGCS. En particulier, des progrès significatifs ont été enregistrés sur les règles affectant la réglementation intérieure. Les projets de discipline de réglementation intérieure, s'appuyant sur l'article VI:4 de l'AGCS, trouveraient les applications suivantes :

- conditions et procédures de qualifications, par référence tant aux titres de compétences en matière d'éducation et/ou qu'aux certifications professionnelles/commerciales nécessaires pour autoriser la prestation d'un service spécifique, ainsi que les manières d'évaluer les compétences d'un prestataire de service. Il s'agit de tenir compte de l'ensemble des réglementations en rapport avec les examens, les exigences en matière de documentation et la vérification des compétences ;
- régimes et procédures de licences qui s'appliquent non seulement aux licences professionnelles mais aussi aux licences des installations, par exemple l'agrément des écoles ainsi également que les licences de diffusion, l'octroi de licences aux installations sanitaires et laboratoires, les permis d'élimination des déchets et les procédures relatives aux zones municipales.
- normes techniques qui renvoient non seulement aux réglementations concernant « les caractéristiques techniques du service proprement dit » mais aussi aux « règles selon lesquelles le service doit être assuré ». C'est là une définition extrêmement large qui couvrira les normes se rapportant à pratiquement l'ensemble des services. Dans le domaine de l'éducation, elle s'appliquera aux exigences en matière d'assurance de la qualité.

Le projet le plus récent des règles de réglementation interne exigera des membres, lorsque des engagements spécifiques ont été pris, qu'ils veillent à ce que toutes les lois, réglementations et mesures en rapport avec la législation sur l'éducation, soient « pré-établies, fondées sur des critères objectifs et se rapportant à la fourniture des services auxquels elles s'appliquent » (c'est nous qui le soulignons). Ces conditions opérationnelles sont toutefois ambiguës et, selon la façon dont elles sont interprétées en dernier ressort, pourraient avoir une influence plus ou moins grande sur les autorités de régulation.

Par exemple, le projet de texte exige que les réglementations domestiques « se fondent sur des critères objectifs ». Le terme « objectif » n'est pas défini dans le projet de texte, mais on pourrait l'interpréter de fort diverses manières, s'étendant des dispositifs régulateurs les moins intrusifs aux dispositifs régulateurs davantage intrusifs. Le terme « objectif » peut s'interpréter comme raisonnable, non arbitraire, pertinent, non subjectif et moins restrictif sur le plan commercial. Justifier des mesures régulatrices comme « raisonnables » est une tâche beaucoup plus simple que la démonstration de leur caractère « non subjectif ». Dans l'enseignement supérieur, de nombreuses réglementations d'octroi de licences sont par nature subjectives. Les établissements doivent souvent faire preuve d'un « engagement envers la diversité intellectuelle » ou « la liberté académique » ou « fonctionner dans l'intérêt du public ou dans l'intérêt de la communauté universitaire ». En d'autres mots, de nombreuses réglementations légitimes se fondent souvent sur des jugements « subjectifs » quant à la qualité et à la pertinence d'un service. Il en va de même pour les normes d'assurance de la qualité, qui exigent souvent que l'on fasse preuve d'une grande discrétion et d'un jugement subjectif. L'interprétation étroite du terme « objectif » peut également entrer en conflit avec toutes mesures exigeant que des régulateurs prennent des décisions en tenant compte dûment de l'intérêt public. Dans de tels cas, il s'agira d'établir un équilibre entre les intérêts en concurrence, ce qui exige dans une certaine mesure un jugement subjectif.

Une lecture restrictive des réglementations nationales ignore la réalité de l'élaboration des réglementations de l'éducation dans tous les secteurs. Les règles et les normes sont souvent le résultat de compromis entre des intérêts divers et en concurrence. Il en résulte que la plupart des réglementations sont de par leur nature même ni les plus restrictives ni les moins restrictives sur le plan commercial. Exiger que toutes les réglementations soient les moins restrictives sur le plan commercial limiterait tant le contenu que le processus de prise de décisions démocratiques.

b) Accords commerciaux bilatéraux

Au vu de l'impasse dans laquelle se trouvaient les négociations de l'AGCS, beaucoup de pays ont négocié des accords commerciaux bilatéraux et régionaux. Le nombre d'accords de libre-échange notifiés à l'OMC a augmenté de manière exponentielle, passant de 20 en 1990 à 159 en 2007 pour atteindre le nombre de 474 en janvier 2010.

Bon nombre de ces accords commerciaux comprennent des dispositions relatives aux services, notamment les services éducatifs. Ainsi, tous les pays qui ont signé récemment des accords bilatéraux avec les Etats-Unis ont pris dans le secteur de l'éducation des engagements plus ambitieux que ceux prévus ou proposés dans le cadre de l'AGCS. Par exemple, dans les accords conclus avec les Etats-Unis, le Salvador, le Guatemala et Oman ont pris des engagements pour tous les sous-secteurs de l'éducation sans aucune limite.

Un autre élément qui caractérise la dernière vague d'accords commerciaux est qu'ils réunissent le plus souvent les pays en développement et les pays développés.

c) Droits de propriété intellectuelle

L'importance des droits de propriété intellectuelle (DPI) n'a cessé de croître dans les négociations commerciales, et cette situation a des implications lourdes dans le secteur. Le développement de l'Accord commercial anti-contrefaçon (ACTA) négocié principalement par les pays industrialisés résulte des exigences croissantes des pays en développement en faveur d'une plus grande souplesse dans le droit d'auteur et les règles de brevet au plan mondial formulées par le biais de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Les pays développés réagissent en essayant de faire augmenter de façon irréversible les DPI par le recours à de nouveaux instruments comme l'ACTA.

L'ACTA et des dispositions de même nature inscrites dans les accords commerciaux bilatéraux visent à imposer de nouvelles restrictions à l'utilisation du matériel soumis au droit d'auteur. Le principal effet de l'ACTA serait de créer de nouvelles règles internationales du droit d'auteur qui vont bien plus loin que les dispositions actuelles prévues dans les traités adoptés par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) des Nations Unies. Ce nouvel accord aboutirait à la mise en place d'un nouvel organisme mondial disposant d'un secrétariat et ayant un processus légalement contraignant de solution des litiges. L'ACTA pourrait conférer des droits accrus aux garde-frontières leur permettant de fouiller les personnes et leurs biens personnels, en ce compris les ordinateurs portables et d'autres appareils électroniques, ce qui suscite de graves questions en matière de vie privée. Cet accord permettrait d'élaborer des dispositions relatives à la criminalité qui s'appliqueraient non seulement aux violations commerciales du droit d'auteur mais également aux violations pour bénéfice non financier comme aux fins d'utilisation en matière d'éducation, de recherche et aux fins d'utilisation personnelle.

En cas d'extension aux pays en développement, le traité pourrait remanier en profondeur la loi nationale sur le droit d'auteur. Dans de nombreux pays où les manuels et le matériel pédagogique sont rares ou d'un coût prohibitif, le personnel et les étudiants de l'enseignement supérieur et de la recherche n'ont d'autre choix que d'enfreindre le droit d'auteur pour avoir accès aux informations et ressources dont ils ont besoin.

Mesures à prendre: La Task force formule les recommandations suivantes :

- L'IE et ses affiliés devraient intensifier leur campagne sur la libéralisation du commerce au niveau de l'OMC ainsi qu'aux niveaux régional et national. Plus particulièrement, au vu de l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations de l'AGCS, l'IE devra accorder davantage d'attention aux négociations bilatérales, en fournissant un appui et un cadre d'analyse aux affiliés concernés ;
- L'IE et ses affiliés devraient suivre l'évolution de la situation et mener campagne contre l'ACTA ; Par ailleurs, l'IE devrait élaborer une politique en matière de droit d'auteur et, grâce à son statut d'observateur auprès de l'OMPI, elle devrait mener des activités de lobbying pour étendre les exceptions d'utilisation équitable (fair use and fair dealing).

4. Le processus de Bologne et la régionalisation

Tout en n'étant pas un accord commercial, le processus de Bologne et la création de l'Espace européen d'enseignement supérieur (EEES) se déroulent parallèlement à un processus visant à intensifier la mondialisation de l'enseignement supérieur. Le processus de Bologne est une tentative déployée par les gouvernements dans le souci d'harmoniser leurs systèmes d'enseignement supérieur et de promouvoir l'éducation transfrontalière. Lancé par les ministres en charge de l'enseignement supérieur représentant 29 pays lors d'une rencontre tenue en 1999 à l'université de Bologne, le processus implique à présent 47 pays dont l'objectif est d'accroître la mobilité des étudiants et du personnel, d'améliorer l'attrait de l'Espace européen d'enseignement supérieur et de rehausser la qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche afin de garantir la poursuite du développement de l'Europe en tant que communauté stable, pacifique et tolérante.

La Structure paneuropéenne de l'Internationale de l'éducation est devenue un membre consultatif du processus de Bologne lors de la réunion de Bergen rassemblant les ministres en charge de l'enseignement supérieur en 2005. Le personnel de l'enseignement supérieur a exprimé les craintes que lui inspiraient les charges administratives associées au processus de Bologne pour le personnel universitaire ainsi que les nouvelles exigences mises en avant. Le processus de Bologne souhaite vivement que le personnel universitaire parle plusieurs langues européennes, qu'il fasse preuve d'une grande mobilité, qu'il réponde mieux à la diversité de la population étudiante en classe et qu'il publie les résultats de ses recherches au-delà des frontières nationales, en sus des tâches traditionnelles qui lui sont imposées. La structure de Bologne considère que la qualité est la pierre angulaire de ses activités et a mené des discussions animées à ce sujet. Bien que les réalisations concrètes soient nettement en deçà de déclarations publiques, elle a également mis en exergue la dimension sociale ainsi que la mobilité des étudiants et du personnel comme revêtant une importance essentielle. La dernière déclaration ministérielle publiée à Vienne en mars met en avant combien il est vital de fournir les conditions permettant au personnel académique de travailler, mais le sens exact de cette déclaration doit encore être décrypté.

La « dimension externe » du processus de Bologne fait référence à l'internationalisation de l'EEES. A ce jour, cette facette du processus est encore en discussion entre ceux qui favorisent la coopération académique entre l'Europe et les autres régions du monde d'une part, les établissements et les gouvernements qui mettent l'accent sur la commercialisation de l'enseignement supérieur de

l'Europe d'autre part. Récemment, plusieurs pays ayant adhéré au processus de Bologne ont introduit ou augmenté les frais d'inscription à l'université pour les étudiants non-européens et bon nombre d'établissements d'enseignement secondaire se montrent très dynamiques dans le recrutement d'étudiants non ressortissants de leur pays.

Mesures à prendre : la Task Force recommande que l'IE et ses affiliés européens coopèrent de manière décisive au processus de Bologne, en se concentrant davantage sur sa dimension mondiale dans une perspective syndicale.

5. Coopération au développement et solidarité

Comme noté par le rapport de la Task Force de 2004, les retombées négatives de la mondialisation de l'enseignement supérieur ont suscité des réactions disproportionnées auprès des collègues actifs dans les pays en voie d'industrialisation. Les inégalités entre pays favorisent l'exode des compétences du Sud vers les pays de l'OCDE. La privatisation et la marchandisation de l'enseignement supérieur érodent les salaires et les conditions d'emploi. L'emploi se précarise davantage. Ainsi, en Amérique latine où le secteur privé est à la base de la croissance de l'enseignement supérieur, on estime que 80% du personnel a un contrat à durée déterminée.

Entre-temps, l'UNESCO signale une augmentation des attaques visant sciemment les enseignants, le personnel universitaire et les étudiants partout dans le monde. L'Afghanistan, la Colombie, la Thaïlande, l'Inde, l'Iran, l'Irak, le Népal, le Pakistan, les Territoires palestiniens occupés, le Zimbabwe sont quelques-uns des pays où la situation est la plus grave.

La situation exige davantage de solidarité et d'appui aux collègues et syndicats dans les pays en voie d'industrialisation. L'IE a engrangé une vaste expérience dans la coopération au développement. Cependant, peu de syndicats de l'enseignement supérieur participent à ces activités. De même, très peu de syndicats de l'enseignement supérieur et de la recherche en Afrique, en Amérique latine et en Asie sont membres de l'IE, souvent pour des raisons structurelles ou financières.

Mesures à prendre: La Task Force recommande que les syndicats de l'enseignement supérieur et de la recherche s'investissent davantage dans les activités de la coopération au développement de l'IE, notamment en participant à la réunion annuelle du réseau de la coopération au développement de l'IE. Nous en appelons également à l'IE afin qu'elle élabore une nouvelle stratégie pour les syndicats de l'enseignement supérieur et de la recherche du Sud.

6. Défense de la profession

Les changements induits par le marché qui affectent l'enseignement supérieur tant sur le plan international que sur le plan national minent les droits professionnels et les conditions de travail du personnel. La tendance à un modèle d'enseignement supérieur davantage adossé à celui de l'entreprise entraîne un affaiblissement des libertés académiques et de la gouvernance collégiale. La privatisation et les coupes sombres dans le secteur public accélèrent une tendance à long terme vers l'emploi précaire et occasionnel. Un nombre sans cesse croissant de membres du personnel est engagé sur la base d'un salaire peu élevé, ne comportant que peu d'avantages voire aucun, et n'offrant aucune protection inscrite dans les procédures en faveur des libertés académiques. Entre-temps, les tentatives visant à promouvoir l'équité et l'inclusivité dans l'enseignement supérieur sont confrontées à de nouveaux défis découlant de l'augmentation des droits d'inscription et de la diminution du financement public. La retraite prochaine des personnels universitaires issus de la génération des baby-boomers exacerbe la situation. Cette situation exigera des syndicats dans bon

nombre de régions du monde qu'ils accordent une attention spéciale au statut des jeunes dans la profession, notamment les candidats doctorants, les post-doctorants et le jeune personnel universitaire. Les syndicats du secteur doivent davantage œuvrer afin d'être plus représentatifs du jeune personnel universitaire ainsi que du personnel universitaire qui doit encore progresser dans l'échelle hiérarchique, tout comme les chercheurs au même stade, en les recrutant et les gardant dans leurs rangs, et en mettant en place des structures et des politiques auxquelles ils seront associés dans une beaucoup plus large mesure que ce n'est le cas actuellement.

Il n'est pas possible de poursuivre dans le même sens. Le personnel universitaire se trouve au cœur même de la mission incombant à l'enseignement supérieur. Faute de réunir les conditions de travail et les droits professionnels adéquats nécessaires pour alimenter un vivier d'enseignants et de chercheurs de valeur et n'hésitant pas s'engager, l'enseignement supérieur ne sera tout simplement pas en mesure d'assurer sa responsabilité publique. La recommandation concernant la condition du personnel enseignant de l'enseignement supérieur adoptée par l'UNESCO en 1997 défend cette thèse en avançant les points suivants :

- l'exercice des libertés académiques doit être garanti aux enseignants de l'enseignement supérieur et de la recherche , ce qui englobe la liberté d'enseignement et de discussion en dehors de toute contrainte doctrinale, la liberté d'effectuer des recherches et d'en diffuser et publier les résultats, le droit d'exprimer librement leur opinion sur l'établissement ou le système au sein duquel ils travaillent, le droit de ne pas être soumis à la censure institutionnelle et celui de participer librement aux activités d'organisations professionnelles ou d'organisations académiques représentatives;
- le droit à l'éducation, à l'enseignement et à la recherche ne peut s'exercer pleinement que dans le respect des libertés académiques et de l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur;
- le régime de la permanence lorsqu'il existe, ou le cas échéant son équivalent fonctionnel, constitue l'un des principaux instruments de préservation des libertés académiques et de protection contre les décisions arbitraires;
- le personnel enseignant de l'enseignement supérieur et de la recherche devrait jouir du droit à la liberté syndicale et l'exercice de ce droit devrait être activement encouragé. La négociation collective ou toute procédure équivalente devrait être encouragée conformément aux normes établies par l'Organisation internationale du travail;
- les conditions de travail du personnel enseignant de l'enseignement supérieur et de la recherche devraient être de nature à favoriser au maximum l'efficacité de l'enseignement, de l'étude, de la recherche et des activités périuniversitaires.

Mesures à prendre:

- i. *Défendre les libertés académiques et la gouvernance collégiale :*
 - l'IE devrait continuer à surveiller les attaques contre les libertés académiques dans les établissements et au plan individuel et à dénoncer les faits ;
 - l'IE devrait rester l'avocat des libertés académiques, du régime de la permanence ou de son équivalent fonctionnel ainsi que de la gouvernance collégiale en participant au processus du CEART ;
 - l'IE et ses affiliés devraient réaffirmer le caractère central de la recommandation concernant la condition du personnel enseignant de l'enseignement supérieur adoptée par l'UNESCO en 1997, et insister sur sa pertinence sans cesse plus grande à la lumière de l'environnement économique et politique actuel, et l'exploiter de manière active le cas échéant ;
 - s'agissant de la Journée mondiale des enseignants, l'IE devrait fournir à ses affiliés les ressources spécifiques à l'enseignement supérieur de sorte qu'ils puissent mieux profiter

de l'occasion pour faire connaître l'importance que revêtent les libertés académiques et les conditions du personnel.

- ii. *Promouvoir les droits liés à l'emploi et les conditions d'application au personnel lié par un contrat à durée déterminée:*
 - L'IE et ses affiliés devraient promouvoir et faire connaître les bonnes pratiques visant à diminuer le recours aux contrats à durée déterminée et à affilier aux syndicats le personnel lié par de tels contrats ;
 - L'IE et ses affiliés devraient surveiller la situation des jeunes dans la profession, rédiger des rapports à ce sujet et développer une stratégie conjointe afin que les préoccupations des jeunes enseignants universitaires occupent une place davantage prioritaire sur l'agenda des syndicats et de la communauté académique.

- iii. *Promouvoir l'équité et l'inclusivité :*
 - Comme l'agenda sur les questions d'égalité risque d'être mis à mal, directement ou par défaut, lorsque des coupes sombres ou une refonte du secteur sont envisagées, la Task Force recommande que les syndicats du secteur agissent par anticipation dans la défense de l'égalité. Les syndicats membres ont beaucoup d'expérience et d'expertise, et la mise en réseau s'avère particulièrement riche en résultats dans ce domaine. Un exemple récent est le projet GEW/SULF/UCU sur l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée dans l'enseignement supérieur, qui a bénéficié d'un financement de l'UE ;
 - L'IE pourrait jouer un rôle de premier plan dans la promotion et l'encouragement de la mise en réseau et du travail conjoint sur l'égalité (et il ne fait aucun doute que ceci s'applique aussi à d'autres thèmes) entre syndicats membres.

7. Conclusion

En passant en revue le rapport et le paquet 2004, la Task Force a mis en lumière que bon nombre de tendances identifiées voici six ans ont pris de l'ampleur et ont connu une accélération. Le commerce mondial de l'enseignement supérieur, en dépit de la récession économique, a connu une expansion rapide. Cette expansion dans un contexte de récession a certainement entraîné un certain nombre de perturbations et de conséquences négatives pour l'enseignement supérieur et la recherche. La combinaison de ces phénomènes reste une menace pour le personnel, les étudiants et l'ensemble du secteur.

La Task Force souligne que cet additif au rapport de 2004 est centré sur les outils dont disposent l'IE et ses affiliés pour élaborer de nouveaux outils, de nouvelles tactiques et stratégies afin de faire progresser les activités nécessaires à la défense du secteur et de la profession. L'IE et ses affiliés doivent être fermement déterminés à mobiliser leurs membres, les étudiants et les représentants des établissements d'enseignement supérieur afin qu'ils ne se limitent pas à évaluer et, le cas échéant, à mettre en question l'incidence de la mondialisation, mais qu'ils élaborent et favorisent une vision alternative et plus pérenne de l'enseignement supérieur et de la recherche, et qu'ils mettent en place de toute urgence les moyens collectifs permettant de donner cette vision.

Annexe III: Declaración de la I° Reunión Latinoamericana de Organizaciones Sindicales de la Educación Superior, 9-10 de septiembre de 2009, Buenos Aires

Las organizaciones que suscriben la presente declaración, reunidas en Buenos Aires, Argentina los días 9 y 10 de septiembre, siendo sede de la reunión la Federación Nacional de Docentes Universitarios (CONADU), teniendo en cuenta que:

1. La aplicación de las políticas neoliberales ha generado un proceso de creciente deterioro de los sistemas públicos de educación superior, como consecuencia de la mercantilización, la transnacionalización y el abandono de los Estados de su función de garantes del derecho básico a la educación. En este contexto, las empresas y algunos gobiernos aumentan su presión en las negociaciones sobre servicios en el marco del Acuerdo General de Comercio de Servicios (AGCS o GATS en inglés), buscando acentuar la tendencia a la comercialización de la educación en todos sus niveles. En América Latina, se verifican iniciativas impulsadas por gobiernos de diverso signo, tendientes a promover la movilidad de estudiantes y profesores, el reconocimiento de títulos y la acreditación conjunta de carreras en el marco de acuerdos regionales o bilaterales, propiciando así el desarrollo de mecanismos que, de no mediar una decidida intervención de los Estados y la comunidad universitaria, de forma tal que garantice y preserve el carácter de bien público de la educación superior, amenazan profundizar el proceso de transnacionalización mercantil.
2. Con las particularidades propias de los respectivos procesos históricos nacionales, las políticas impulsadas por los organismos internacionales de crédito y adoptadas por gran parte de los gobiernos en la década del '90, que impactaron fuertemente en toda la región de América Latina y el Caribe, produciendo un grave deterioro de la educación pública. En el nivel de la educación superior, se estableció una serie de dispositivos que favorecieron la expansión del sector privado, y orientaron el desarrollo de los sistemas públicos bajo una

lógica mercantil. La precarización de las condiciones del trabajo docente, la adopción de prácticas signadas por la competencia, la exigencia de una productividad que se supone cuantificable, la burocratización de la vida académica, el involucramiento de las instituciones en una dinámica de búsqueda de recursos financieros que enajena a la actividad académica de las necesidades del conjunto de la sociedad, especialmente de sus sectores más desfavorecidos, y una expansión desarticulada y desequilibrada de los sistemas, que no responde a las prioridades e intereses nacionales, son sólo algunas de las consecuencias de aquel proceso.

3. Al mismo tiempo, en la región se repiten graves casos de violación a la libertad sindical y el derecho de negociación colectiva, y trabajadoras y trabajadores de la educación continúan siendo perseguidos, hostigados, amenazados y lamentablemente asesinados. Es urgente detener que se mantenga y que queden impune esta violación de los derechos humanos y sindicales de docentes de la educación universitaria, nuestra región no podrá avanzar en la transformación social hacia mayor equidad y justicia.
4. En los últimos años se quebró la hegemonía del proyecto neoliberal para América Latina y el Caribe. Algunos países de la región han comenzado a transitar procesos político-sociales que dieron lugar al establecimiento de gobiernos que, en grados diversos y en condiciones muy complejas, impulsan una recuperación de la soberanía democrática y de la capacidad de los Estados para producir transformaciones sociales en un sentido favorable a los intereses populares. Estas nuevas realidades políticas coexisten con otras en las que el programa neoliberal se mantiene plenamente vigente. En esta diversidad de situaciones, la mercantilización de la educación superior es un problema común, que amenaza continuar agravándose incluso en aquellos países en los que la política oficial asume a la educación como un bien público y un derecho social fundamental, puesto que el proceso se extiende a nivel global, ahora facilitado por el empleo de las nuevas tecnologías que permiten la comercialización de la educación en su modalidad virtual. Para hacer efectivo este derecho, y dar sentido a su valor social, no sólo asegurando la democratización del acceso al nivel superior de la educación, sino también colocando a las instituciones universitarias en el centro de un proyecto de desarrollo de aquellas condiciones sociales que aseguren el bienestar y la soberanía de los pueblos, se requieren políticas públicas capaces de reconstruir nuestros sistemas de educación superior, y de reorientar la actividad de nuestras universidades, promoviendo una integración académica entre las naciones de la región, sobre la base de la cooperación, la solidaridad y la búsqueda de un horizonte común para la emancipación de los pueblos latinoamericanos.
5. Las organizaciones sindicales de la educación superior entendemos que debemos ser parte activa en la construcción de políticas públicas que sustenten una estrategia de defensa y fortalecimiento de la educación superior y de la universidad pública y democrática, para lo cual es imperioso articular nuestra acción a nivel latinoamericano, y generar las instancias que nos permitan actuar concertadamente, fortaleciendo la capacidad de nuestras organizaciones para llevar adelante las reivindicaciones gremiales de los trabajadores del sector, pero también para elaborar propuestas e incidir en la definición de las políticas de Estado.

En atención a lo anterior nos comprometemos a desarrollar un proceso de reflexión y construcción colectiva de una propuesta y proyecto que documente la visión de las organizaciones sindicales de la educación superior sobre el proyecto latinoamericano de educación superior pública, de calidad, gratuita y con sentido social. De igual manera nos comprometemos a definir el papel que deben jugar los sindicatos del sector universitario en los procesos de democratización y desarrollo de las sociedades latinoamericanas.

Para tal efecto será articulada una Red Latinoamericana de Sindicatos Universitarios, y el Comité Regional de la Internacional de la Educación para América Latina promoverá y organizará las reuniones necesarias a fin de garantizar el seguimiento de este proceso.

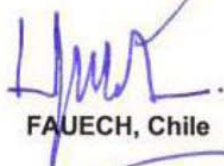
Dado en Buenos Aires, Argentina
10 de septiembre de 2009,



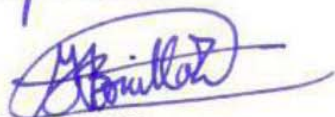
ASPU, Colombia



CONADU, Argentina



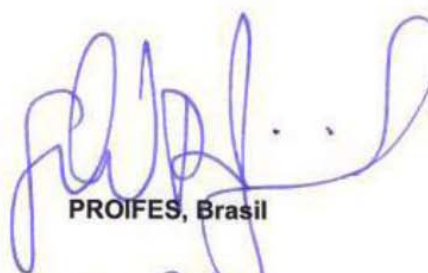
FAUECH, Chile



FEPDES, Nicaragua



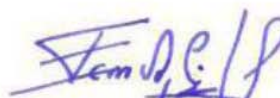
FENDUP, Perú



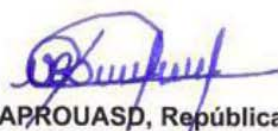
PROIFES, Brasil



CONTEE, Brasil



FENAPUPE, Ecuador



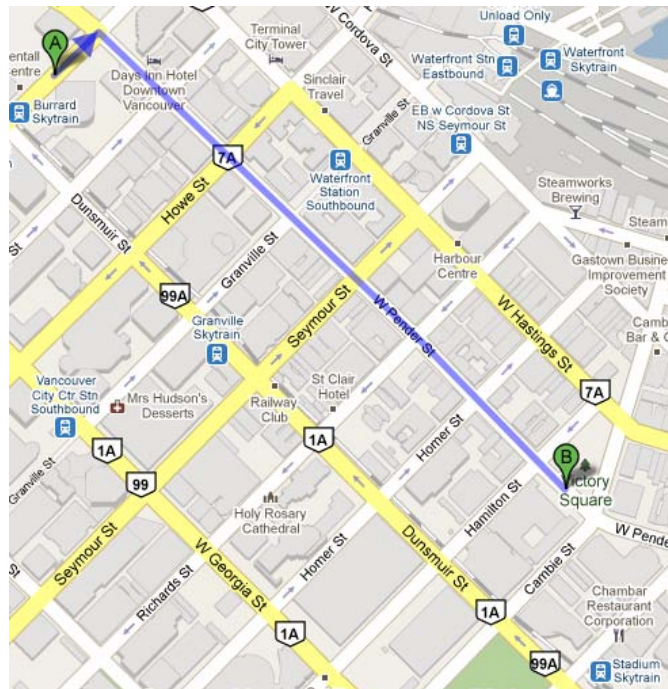
FAPROUASD, República Dominicana

Informations pratiques

Lieu de la conférence La conférence se tiendra du 10 au 12 septembre 2010 dans le bâtiment du city campus au Collège de Vancouver Community, en face du square Victory.

Vancouver Community College
250 West Pender Street,
Vancouver, British Columbia,
Canada

Ce lieu de conférence se trouve à 10 minutes de marche de l'hôtel Hyatt Regency et à 1 minute de la plus proche station Skytrain, Stadium.



Hôtel

Les participants à la conférence seront logés à l'hôtel Hyatt Regency qui se trouve à 10 minutes à pied du lieu de conférence de Vancouver Community College.

Hyatt Regency Vancouver
655 Burrard Street,
Vancouver, British Columbia,
Canada V6C 2R7
Tel: +1 604 683 1234
Fax: +1 604 689 3707
Website: vancouver.hyatt.com

Réservations de chambres

Le prix d'une chambre simple : C\$ 189.00

Le prix d'une chambre double : C\$ 189.00

Le petit déjeuner n'est pas compris. Vous devez ajouter au prix de la chambre 10% de taxes provinciales, 5% de taxes de services et 1.5% de frais de marketing de destination.

Comment arriver à l'hôtel de l'aéroport?

Si vous arrivez à l'aéroport international de Vancouver, vous prenez le:

Train: La ligne qui relie l'aéroport international de Vancouver au centre ville dure 30 minutes et coûte pour un trajet simple C\$3.75 pour un adulte et C\$2.50 pour un enfant. L'hôtel est situé à la station Burrard Street et demande un transfert par la station Granville ou la station Waterfront. Veuillez cliquer sur ce lien pour plus de détails sur les transports en commun :
<http://www.yvr.ca/fr/getting-to-from-yvr/public-transportation.aspx>

Taxi: Des taxis sont disponibles jour et nuit, ainsi que des vans pour les chaises roulantes. Les taxis se trouvent aux terminaux des arrivées domestiques et internationales. Le prix du trajet jusqu'à l'hôtel Hyatt Regency est de +/- C\$35.00. Pour plus de détails, veuillez cliquer sur ce lien ci-dessous:
<http://www.yvr.ca/fr/getting-to-from-yvr/taxis.aspx>

Visa

<http://www.cic.gc.ca/francais/visiter/demande-comment.asp>

En cas d'urgence

Si vous rencontrez des difficultés en arrivant à l'hôtel ou sur le lieu de conférence, vous pouvez former le numéro suivant:

Tel: +32 470 99 10 32

Infos sur Vancouver**Banque et devises**

Les heures d'ouverture des banques au Canada sont de 9.30h à 16.30h, du lundi au vendredi. Certaines agences restent ouvertes en nocturne. Les visiteurs qui veulent faire des opérations bancaires sont invités à vérifier les horaires.

La devise locale est le dollar canadien. Pour plus d'informations sur le taux de change, veuillez cliquer sur le lien suivant:

<http://www.banqueducanada.ca/fr/taux/exchfo-f.html>

Plusieurs agences de changes se trouvent à l'aéroport et au centre ville. La plupart des banques canadiennes échantent des devises étrangères. Plusieurs banques européennes et internationales ont des agences à Vancouver, et peuvent vous fournir des devises étrangères directement.

La plupart des banques possèdent des distributeurs automatiques (ATMs), accessible jour et nuit, en utilisant une carte de crédit du réseau bancaire international tels que Cirrus, Plus et Interac.

Cartes de crédit

La plupart des cartes de crédit sont acceptées, mais les visiteurs sont invités à s'informer auprès du vendeur avant de faire un achat. Des distributeurs automatiques sont disponibles jour et nuit dans le quartier de Greater Vancouver.

Climat

Comparé au reste du Canada, Vancouver a un climat tempéré, froid et humide en hiver et chaud et sec en été.

Langues

Le Canada a deux langues officielles: le français et l'anglais. Toutes les agences gouvernementales et les industries fédérales, ainsi que les compagnies aériennes sont invitées à s'exprimer dans les deux langues.

L'anglais est la langue la plus usuelle à Vancouver mais avec les différents groupes multiculturels, la ville est multilingue, de façon non officielle. Les banques, les hôtels, les compagnies aériennes, les services, les magasins et les sites touristiques ont un personnel multilingue.

Après l'anglais et le chinois, les langues les plus utilisées sont le punjabi, l'allemand, l'italien, le français, le tagalog (philippin) et l'espagnol.

Les lois contre le tabagisme

Chaque municipalité à Vancouver possède ses propres règles concernant la cigarette dans les lieux publics tels que les bâtiments publics, les restaurants et les cafés. Dans la ville de Vancouver, fumer est interdit par la loi dans tous les espaces publics fermés, incluant les lieux de transit publics, les centres commerciaux, les restaurants, les pubs, les night clubs et les casinos. Fumer est interdit à 6 mètres de toute entrée, d'une fenêtre ouverte et d'une entrée d'air d'un bâtiment. Des affichettes indiquent les restrictions. Nous vous invitons à fumer là où il est permis.

Fuseau horaire

Vancouver est dans la zone horaire du pacifique, UTC/GMT -8 heures.

Pourboires

Le pourboire normal dans la plupart des restaurants est de 15 % de la facture, les taxes exclues. Le pourboire normal pour un taxi est de 20% du montant.

Tourisme

Pour plus d'information sur Vancouver , que faire et quoi voir, nous vous invitons à consulter le lien ci-dessous:
<http://www.tourismvancouver.com/travel/french/>

Electricité

Les prises et le courant sont de 110 volts comme aux Etats-Unis. Les petit appareils électroménagers tels que sèche cheveux, fers à repasser, rasoirs, etc. peuvent être utilisés au Canada. Pour les étrangers, des adaptateurs sont indispensables pour les appareils électriques. La fréquence du courant électrique au Canada est de 60 Hz.

Nourriture et boissons

Toute sorte de cuisine est disponible à Vancouver. De la fine cuisine, décontractée, en famille ou entre amis, tous les restaurants sont disponibles à Greater Vancouver. Des boissons alcoolisées sont vendues dans les magasins publics spécialisés "BC Liquor". Cependant, les boissons alcoolisées ou des vins peuvent être achetés dans des établissements qui ont une licence, tels que des restaurants, des lounges d'hôtel, des pubs et des boîtes de nuit. Les mineurs ne sont pas admis dans les bars. En Colombie britannique, les mineurs ont moins de 19 ans.

Liste de participant(e)s

Argentina	SOCOLOVSKY	María Yamile	CONADU	Coordinadora general	iec@conadu.org.ar
	DE FEO	Carlos Alberto	CONADU	Secretario General	secgeneral@conadu.org.ar
Australia	ALLPORT	Carolyn	NTEU	President	callport@nteu.org.au
	MCCULLOCH	Grahame	NTEU	General Secretary	gmcculloch@nteu.org.au
	REA	Jeannie	NTEU	National President	jeannie.rea@vu.edu.au
	MCCARTHY	Greg	NTEU	National Vice President	gregory.mccarthy@adelaide.edu.au
Belgium	VAN RENTERGHEM	Rudy	COC	Deputy General Secretary	coc.rvr@skynet.be
Canada	OLIVER	Cindy	FPSE/CAUT	President	coliver@fpse.ca
	ROBINSON	David	CAUT/ACPPU	Associate Exec. Director	robinson@caut.ca
	STEWART	Penni	CAUT/ACPPU	President	stewart@caut.ca
	TURK	James	CAUT	Executive Director	turk@caut.ca
	BÉRUBÉ	Bernard	FPPC/CSQ	President	berube.bernard@csq.qc.net
	JOBIN	Pierre	CSQ	Vice President	jobin.pierre@csq.qc.net
	DIONNE	Anne	CSQ	Financial Affairs VP	dionne.anne@csq.qc.net
	GIROUARD	Pierre	FEC-CSQ	4th Vice President	galopant@hotmail.com
	BLAIS	Marie	FNEEQ-CSN	Vice President	marie.blais@csn.qc.ca
	TRUELLE	Jean	FNEEQ-CSN	President	jean.truelle@csn.qc.ca
	ROY	Max	FQPPU	President	presidence@fqppu.org
Cameroon	AYISSI	Lucien	FECASE	Maître de conférence	layissi2000@yahoo.fr
Congo (RDC)	TSHIBAND-TSHISH		CSC Enseignement	Research Assistant	-
Croatia	RIBIĆ	Vilim	IURHEEC	President of Great Council	vilim@nsz.hr
Denmark	STAGE	Ingrid	DM	President	is@dm.dk
	SØNDERGAARD	Leif	DM	Associate Professor	lsunicph@bio.ku.dk
	HAMMING	Anders	DM	HE chairman	anha@ucvest.dk
	VRAA-JENSEN	Jens	DM	International Adviser	jvj@dm.dk
Dominican Rep.	ALMONTE	Rubén	FAPROUASD	Secr. Prensa y propaganda	riasalmonte@hotmail.com
Finland	HUOPALAHTI	Rainer	FUUP	Board Member	rainer.huopalahti@utu.fi
	RÖNNHOLM	Ragna	FUURT	Chair	ragna.ronnholm@helsinki.fi
	MATILAINEN	Riku	FUURT	Senior adviser	riku.matilainen@fuurt.fi
France	LASSARRE	Dominique	UNSA Education	National Secretary	dominique.lassarre@organge.fr
	COHEN	Jean-Hervé	SNES-FSU	Member of National bureau	cohen@snes.edu
	DELEPOUVE	Marc	SNESUP-SU	International affairs	marc.delepouve@free.fr
	RETY	Bernard	FNEC FP FO	Maître de conférence	rety@numericable.fr
	SOHIER	Devan	FNEC FP FO	Maître de conférence	devan.gohier@gmail.com
Georgia	GHURCHUMALIDZE	Manana	ESFTUG	El-ETUCE Vice President	esftuggeorgia@gmail.com
	DATUASHVILI	Zurab	ESFTUG	Editor in chief	esftuggeorgia@gmail.com
	ALUGISHVILI	Marina	ESFTUG	International Affairs	esftuggeorgia@gmail.com
Germany	KELLER	Andreas	GEW	Board Member	andreas.keller@gew.de
Ghana	ADDAI-POKU	Christian	NAGRAT	President	chrisap72@yahoo.co.uk
Ireland	JENNINGS	Mike	IFUT	General Secretary	ifut@eircom.net
	GIBBONS	Hugh	IFUT	President	ifut@eircom.net
	MACMENAMIN	Peter	TUI	General Secretary	pmacmenamin@tui.ie

	MACGABHANN	John	TUI	Assistant General Secretary	jmacgabhann@tui.ie
Jamaica	SCOTT	Nadine	CUT	Trustee (JTA)	scottnadine@hotmail.com
Japan	KINOSHITA	Tetsuro	JTU	General Secretary	international@jtu-net.or.jp
	CHABOT	Jeanette	JTU	Interpreter	international@jtu-net.or.jp
Latvia	TRAPENCIERE	Ilze	LIZDA	Senior Advisor	trapenciere@inbox.lv
Lithuania	SUMSKAS	Linus	FLESTU	International relations	linas.sumskas@kmu.lt
Mongolia	YADAMSUREN	Erdenesuren	MSUA	Chairman of labor union	erddt@yahoo.com
Morocco	DEROUICHE	Mohammed	SNESup	General Secretary	snesup.maroc@gmail.com
	EL KOUARI	Youssef	SNESup	Enseignant chercheur	elkouari@gmail.com
	NAJIB ELOUARYAGHLI	Mohamed	SNESup	-	-
	TAGMANT	Mohamed	SNESup	Membre du bureau national	snesup.maroc@gmail.com
Norway	ROGNMO	Unn	NAR	Adviser	unn@forskerforbundet.no
	RYDLAND	Magne	UEN	Executive Board	magryd@udf.no
	HAUGE	Tove	UEN	Special advisor	tove.hauge@udf.no
Philippines	TINIO	Antonio	ACT	President	tonchitinio@gmail.com
Poland	MOSAKOWSKI	Ryszard	KSN NSZZ	International Secretary	rmosakow@pg.gda.pl
Portugal	DOS SANTOS	Manuel	FENPROF	Professor	mposantos@fct.unl.pt
Romania	GRIGORAS	Stefan	ALMA MATER	Vice President	stgrig51@yahoo.com
	IONESCU	Gheorghe	ALMA MATER	Vice President	gheionescu@gmail.com
Serbia	PAVLOVIC	Branislav	TUS	President	borka.visnic@sindikats.rs
	JOVOVIC	Djurđjica	TUSS	President	djurdjica@imi.bg.ac.rs
Spain	GONZÁLEZ LÓPEZ	Pedro	FECCOO	International affairs	pgonzalez@fe.ccoo.es
	SÁNCHEZ SIMÓN	María Luisa	FECCOO	Higher Education	mlsanchez-ensi@galicia.ccoo.es
	GUERRERO ROMERA	Catalina	FETE-UGT	Asesora Internacional	cromera@gmail.com
Sweden	AMOSSA	Karin	Läraryrbundet	Senior officer	karin.amossa@lararforbundet.se
	HATAMI	Reza	Läraryrbundet	Member of the board	reza.hatami@lararforbundet.se
Taiwan	WU	Nan-Yen	NTA	International Secretary	nanyen@gmail.com
	IN	Torng-Jiuan	NTA	Policy Officer	xz094380@gmail.com
Tunisia	NOUCER	Khaled	FGESRS/UGTT	Deputy General Secretary	nouicerk@yahoo.fr
UK	COPELAND	Rob	UCU	Policy Officer	rcopeland@ucu.org.uk
	BENNETT	Paul	UCU	Senior National Official	pbennett@ucu.org.uk
	WHITAKER	Alan	UCU	President	awhitaker@ucu.org.uk
USA	SCHROEDER	Sandra	AFT	Vice-President	sschroeder@aftwa.org
	SMITH	Craig	AFT	Deputy Director Higher Ed	csmith@aft.org
	BOUDREAU	Cathy	NEA	Board of Directors	cboudreau@massasoit.mass.edu
	ESKELSEN	Lily	NEA	Vice President	leskelsen@nea.org
	LYNE	Bill	NEA	President, United Faculty Association of Washington State	Bill_lyne@hotmail.com
	MONTAÑO	Theresa	NEA	Higher Education At-large Board member	Theresa.montano@csun.edu
	RICE	Jim	NEA	President, National Council on HE	jimr@qcc.mass.edu
	SMITH	Mark	NEA	NEA HE	marksmith@nea.org
	CHRISTIANSON	Jill	NEA	International Relations	JChristians@nea.org
Observers	COSCO	Frank	FPSE/CAUT	Observer	fcosco@vccfa.ca
	VAN STEINBURG	Terri	FPSE/CAUT	Observer	kfapresident@kfa.bc.ca
	PETRI	Donna	FPSE/CAUT	Observer	trufa-pres@shawcable.com
	IGWE	Bernard	FPSE/CAUT	Observer	bigwe@tru.ca
	VILLENEUVE	Eric	FPSE/CAUT	Observer	evilleneuve@tru.ca
	FILLEUL	Deb	FPSE/CAUT	Observer	dfilleul@langara.bc.ca

	RUDOLPH	Gordon	FPSE/CAUT	Observer	grudolph@capilanou.ca
	FALL	Joseph	FPSE/CAUT	Observer	jfall@capilanou.ca
	CHEN	Vilien	FPSE/CAUT	Observer	vchen@capilanou.ca
	CHASTER	Todd	FPSE/CAUT	Observer	tchaster@capilanou.ca
	ATHAIDE	Dileep	FPSE/CAUT	Observer	dathaide@capilanou.ca
	MOSES	Jen	FPSE/CAUT	Observer	jmoses@capilanou.ca
	CHOW	Tong	FPSE/CAUT	Observer	tchow@capilanou.ca
	SWEETZIR	Karen	FPSE/CAUT	Observer	ksweetzi@capilanou.ca
	WENDLAND	James	FPSE/CAUT	Observer	james.wendland@gmail.com
	QUIRK	Joanne	FPSE/CAUT	Observer	jquirk@capilanou.ca
	WATSON	Judith	FPSE/CAUT	Observer	jwatson@capilanou.ca
	WILSON	John	FPSE/CAUT	Observer	jwilson@capilanou.ca
	MORAN	Lynne	FPSE/CAUT	Observer	lmoran@capilanou.ca
	RUDOLPH	Gordon	FPSE/CAUT	Observer	grudolph@capilanou.ca
	FALL	Joseph	FPSE/CAUT	Observer	jfall@capilanou.ca
	CONLON	Michael	AAPS/UBC	Observer	michael.conlon@ubc.ca
	OLLGAARD	Jorgen	Journalist	Observer	-
Guests	RATTEREE	Bill	ILO		ratteree@ilo.org
	SINCLAIR	Jim	B.C. Federation of Labour	President	exec@bcfed.ca
	BOYKO	Ian	CFS	Coordinator	-
	VANDENKENDERE	Bert	ESU	Chairperson	bert@esu-online.org
Staff	VAN LEEUWEN	Fred	EI	General Secretary	fred.vanleeuwen@ei-ie.org
	FOUILHOUX	Monique	EI	Deputy General Secretary	monique.fouilhoux@ei-ie.org
	TOR	Harold	EI	Coordinator	harold.tor@ei-ie.org
	TRAUSCHT	Florence	EI	Professional Assistant	florence.trauscht@ei-ie.org

- fin -